

Rapport d'activités 2012



Sommaire

1. Réalisations

1.1. Ouverture de nouveaux services et applications	p 7
1.1.1. Périscope	p 7
1.1.2. Formations	p 7
1.1.3. Ouverture des données : adoption de la licence Etalab	p 7
1.2. Evolution des services et applications	p 7
1.2.1. Sudoc	p 7
1.2.2. WorldCat	p 9
1.2.3. Calames	p 9
1.2.4. Thèses	p10
1.2.5. IdRef	p11
1.2.6. Webstats	p11
1.2.7. Numes	p11
1.2.8. Signets des universités	p11
1.2.9. Plateforme archives Elsevier	p12
1.2.10. Licences Nationales	p12
1.2.11. Conventonnement sur objectifs des centres régionaux (CR) du Sudoc-PS	p12
1.2.12. Rétroconversions	p12
1.2.13. Normalisation	p13

2. Projets, études et réflexions

2.1. API Sudoc	p15
2.2. Hub de métadonnées	p15
2.3. Qualinca	p16
2.4. Chantier RDF	p16
2.5. Système de gestion de bibliothèque mutualisé (SGBM)	p16
2.6. Modernisation du prêt entre bibliothèques (PEB)	p17
2.7. ISTEK	p18
2.8. « FRBRisation » du Sudoc	p18
2.9. Rapport d'orientation du Comité stratégique bibliographique	p19
2.10. Rapport sur la conservation partagée	p19
2.11. Circuit ISSN	p19
2.12. Projets européens	p19
2.13. RAFA (refonte des annuaires fonctionnels)	p20
2.14. Plan de reprise d'activités (PRA)	p20
2.15. Informatisation des fonctions RH	p21

3. Extension des réseaux

3.1. Sudoc	p22
3.2. Calames	p22
3.3. Star	p23
3.4. Step	p23
3.5. Groupements de commandes de documentation électroniques	p23

4. L'ABES et l'extérieur

4.1. Communication	p24
4.1.1. Les supports de communication externe	p24
4.1.2. Organisation d'événements	p24
4.1.3. Articles publiés par des agents de l'ABES (hors publications ABES)	p25

Sommaire

4. L'ABES et l'extérieur

4.2. Congrès et journées d'études	p25
4.2.1. Participation avec intervention ABES	p25
4.2.2. Participation sans intervention ABES	p26
4.3. Rencontres	p27
4.4. Relations avec les partenaires	p27
4.5. Autres instances	p28
4.6. Formations dispensées par des agents de l'ABES (hors formations ABES)	p28

5. Gouvernance et organisation

5.1. Conseil d'administration	p29
5.2. Conseil scientifique	p29
5.3. Evaluation de l'ABES par l'Agence d'évaluation de l'enseignement supérieur et de la recherche (AERES)	p30
5.4. Création d'un nouveau département	p30
5.5. Locaux	p30

6. Ressources humaines

6.1. Effectifs	p31
6.2. Instances de dialogue social	p31
6.3. Formation continue	p31

Annexe

1 - Nombre d'établissements membres des réseaux	p33
2 - Groupements de commandes de ressources électroniques	p33
3 - Formation des établissements	p33
4 - Assistance aux utilisateurs (guichet ABESSTP)	p34
5 - Prêt entre bibliothèques	p34
6 - Sudoc	p35
7 - Calames	p37
8 - Star	p38
9 - Step	p39
10 - Theses.fr	p39
11 - IdRef	p39
12 - Numes	p39
13 - Signets des universités	p40
14 - Licences nationales	p40
15 - Disponibilité des applications	p41
16 - Ressources humaines	p41
17 - Compte financier 2012	p43
18 - Le conseil d'administration au 31 décembre 2012	p46
19 - Le conseil scientifique au 31 décembre 2012	p47



L'année 2011 avait vu l'ouverture en rafale de nouvelles applications : theses.fr, Step, licences nationales, Self Sudoc, etc. Il n'est donc pas surprenant que ce rythme se soit ralenti en 2012, année de consolidation plutôt que de nouveautés. Elles ne sont toutefois pas négligeables avec le lancement de Périscope et, sur un autre registre, l'adoption de la Licence Ouverte d'Etalab qui a marqué l'adhésion de l'ABES au mouvement d'ouverture de données, malheureusement contraint par les trop nombreuses restrictions que nous imposent encore plusieurs fournisseurs de notices. Un autre progrès décisif dans la simplification des relations de l'ABES avec les établissements est apporté par le nouveau modèle de facturation du Sudoc, aboutissement d'une concertation exemplaire avec le réseau. Consolidation ne signifie pas stagnation, bien au contraire : le moteur de recherche theses.fr a connu des évolutions fonctionnelles majeures. Des pistes se sont ouvertes pour qu'IdRef s'exporte au-delà des applications de l'ABES. A ce titre la participation de l'Agence au projet européen Dariah aux côtés de partenaires français de la recherche est particulièrement prometteuse.

La liste de l'ouverture ou du prolongement de nouveaux chantiers est impressionnante avec ISTE qui a démarré début 2013, bénéficiant de l'acquis de l'expérience des premières licences nationales ; la signature d'une convention avec le Ministère de la culture pour l'accès des bibliothèques de lecture publique aux ressources acquises ; les études préalables sur le hub des métadonnées ; celles sur le système de gestion de bibliothèque mutualisé ; la préparation de l'ouverture de Colodus, la nouvelle application web développée par l'ABES qui permet de se passer du logiciel de catalogage WinIBW pour la création et la modification d'exemplaires. 2012 aura également été l'année de la première évaluation externe de l'Agence par l'AERES, très positive pour l'ABES, qui n'a pas manqué de nous conforter lors de la campagne de presse menée contre les agences à l'automne. L'ABES aura aussi élaboré avec la BnF et le CTLES deux rapports, sur l'avenir des catalogues et la conservation partagée, qui soulignent l'impérieuse nécessité de développer les partenariats entre opérateurs IST.

Ces réalisations et chantiers témoignent de la qualité et de l'expertise des collaborateurs de



l'Agence qui sont aujourd'hui reconnus par la communauté documentaire nationale et internationale, en France, en Europe ou en Amérique du nord et latine, comme le montrent la vive progression du nombre de leurs interventions dans les congrès et celle de leurs publications.

Raymond Bérard, Directeur de l'ABES

J. Coenen & Co Architecten
Kassadelevende Ingenieurs, Carel van Hylten, Wil M. Umme
Van Stokkum Natuursteen, Prinszen en Bus
PBC Zuid, UGC Verwarming, Ove Arup
en Zonen, Burgers Erdon,
Bouwbedrijf M.J. De Nijs
Arcadis, Hillen & Roosen,

Amsterdam aangeraden door:
is aan de Openbare Bibliotheek
Dit kunstwerk van Peter Zimmerma



Réalisations

1.1. Ouverture de nouveaux services et applications

1.1.1. Périscope

Périscope, application entièrement conçue par l'ABES pour la visualisation des états de collection des périodiques, a été mis en production en juillet 2012. Conçue initialement à la demande des gestionnaires des plans de conservation partagée, Périscope s'avère, dans sa conception finale, utile pour tout acteur de politique documentaire.

1.1.2. Formations

J'e-cours

Cette nouvelle offre de formation continue a été mise en œuvre en 2012 à la demande de l'AURA. Elle est accessible à tout membre d'un réseau de l'ABES qui peut ainsi suivre, sur un programme affiché à l'avance, une session de formation à distance d'une heure, un jeudi sur deux. Le contenu de chaque séance est ensuite rapidement disponible sur la plateforme d'autoformation de l'ABES.

L'élaboration du programme a été réalisée en concertation avec l'AURA. 8 cours ont été proposés en 2012.

Formateurs relais Calames

L'ABES a instauré pour Calames le principe de la formation-relais déjà établi pour le réseau Sudoc : un formateur issu d'un établissement du réseau dispense dans son établissement la formation des nouveaux correspondants Calames.

3 formateurs relais et 2 établissements d'accueil participent à ce nouveau dispositif. Les premières sessions ont été organisées au second semestre.

1.1.3. Ouverture des données : adoption de la licence Etalab

Après étude des différents types de licences fixant les conditions de réutilisation des bases de données, le CA de l'ABES a retenu en 2012 la Licence Ouverte pour ses notices bibliographiques et d'autorités. Cette Licence Ouverte recommandée par la mission Etalab a été conçue pour faciliter la réutilisation libre et gratuite des informations publiques, y compris à titre commercial. Elle est compatible avec toute licence libre qui exige a minima la mention de paternité : licences « Open Government Licence » (OGL) du Royaume-Uni, « Creative Commons Attribution 2.0 » (CC-BY 2.0) de Creative Commons et « Open Data Commons Attribution » (ODC-BY) de l'Open Knowledge Foundation.

Si l'ABES, avec les établissements membres de ses réseaux, produit une proportion significative des données de ses catalogues, certaines proviennent d'autres producteurs qui détiennent des droits de propriété intellectuelle sur ces données. Elle a donc écrit à tous ses fournisseurs de notices pour solliciter leur autorisation de libre réutilisation des données qu'ils produisent, intégrées dans les catalogues de l'ABES, dans le cadre de la Licence Ouverte Etalab. Seul OCLC a donné son accord à ce jour.

1.2. Evolution des services et applications

1.2.1. Sudoc

La baisse sensible de consultation du Web Sudoc enregistrée ces dernières années se ralentit : - 4,7% (-19,5% en 2011). Ce chiffre annuel cache des variations contrastées : à la baisse sensible du premier semestre a succédé au 2^{ème} semestre une légère hausse (+3,7%), qui s'est confirmée sur les deux premiers mois de 2013 : +3,37% rapportés à la période équivalente de 2012. Ces évolutions seront observées de près pour vérifier si le mouvement est enrayé durablement.

Nouveau modèle de facturation

Le nouveau modèle de facturation a été approuvé par le CA du 23 novembre 2012 à l'issue d'une longue concertation avec l'AURA. Succédant au modèle basé sur le nombre de licences installées, difficile à suivre et manquant de flexibilité, il repose sur :

- Une part fixe : nombre de lecteurs inscrits et nombre de documents imprimés localisés dans le Sudoc. Un surcoût de 25% sera appliqué aux établissements ne relevant pas du MESR
- Une part variable : nombre de notices localisées sur la période facturée (tous types de documents confondus). Ce dernier reflète l'exploitation que les établissements font de l'offre de catalogage collectif pour alimenter leur système local. Sont exclues du calcul toutes les localisations générées par exemplarisation automatique, quel que soit leur objet.

Les bonifications existantes seront maintenues pour la création de notices bibliographiques et le dédoublement. Ce modèle, applicable à partir de 2014, fera l'objet d'un lissage sur 3 ans pour atténuer les évolutions induites par le nouveau mode de calcul.

Web services

Les web services se sont multipliés au cours de l'année: 10 pour les seuls web services développés pour répondre aux demandes exprimées par le réseau.

Deep link

Le « deep link » (qui permet d'établir un lien entre le catalogue Sudoc et la disponibilité des documents dans les systèmes locaux de gestion) a été mis en place en février 2012. 88 établissements représentant 925 bibliothèques ont activé cette fonction.

Lien vers le service EOD (*Ebooks on demand*)

Ce lien a été mis en place en décembre 2012 à la demande de la BIU Santé qui souhaitait voir ce service valorisé depuis l'interface du catalogue collectif. EOD est né du constat que les bibliothèques européennes abritent des millions d'ouvrages publiés entre 1500 et 1900 qui, du fait de leur ancienneté et de leur valeur, sont souvent accessibles uniquement dans les locaux des bibliothèques qui les conservent. L'objectif d'EOD est de donner accès plus largement à ces ressources libres de droits. Le lecteur passe commande en consultant les catalogues des bibliothèques membres du réseau EOD ; celles-ci numérisent les documents demandés et envoient les fichiers au lecteur. Les livres numérisés sont ensuite inclus dans les bibliothèques numériques des établissements EOD et deviennent ainsi disponibles sur Internet. Depuis 2009, ces livres peuvent être aussi commandés sous forme de reprint en plus de la version électronique. 29 bibliothèques sont membres de ce réseau dans une quinzaine de pays européens, dont deux bibliothèques françaises: la BIUS et la BNU de Strasbourg.

Ce travail constitue la première étape d'une démarche plus large visant à donner une plus grande visibilité aux documents numérisés dans les interfaces existantes.

Sudoc local

Le Sudoc local est une interface personnalisée du catalogue Sudoc s'adressant aux établissements ne disposant pas de catalogue en ligne, susceptible aussi d'intéresser les sites comprenant plusieurs établissements équipés de SIGB différents. Une commande avait été passée par le PRES Universud qu'il a fallu se résigner à abandonner

fin 2012. Il s'agissait d'une opération particulièrement complexe concernant plusieurs établissements ou parties d'établissements. Les opérations de création d'une base ad hoc se sont avérées très chronophages (37 jours/homme) sans qu'il soit possible d'aboutir à un résultat convaincant. Seul est aujourd'hui en production le Sudoc local de la Bibliothèque littéraire Jacques Doucet.

Sudoc mobile

Les évolutions prévues en 2012, à la charge de l'Université numérique Paris-Ile de France (sélection des bibliothèques préférées, géolocalisation des bibliothèques, fiche détaillée des bibliothèques, recherche avancée, deep link, export par sms, signalement d'un lien vers le document numérisé via Google Books) ont été reportées.

Exemplarisation

Les développements ont été réalisés pour l'automatisation de la chaîne d'exemplarisation (de la demande en ligne jusqu'à la livraison des fichiers). Les tests ont toutefois dû être retardés en raison de la priorité accordée à la mise en service de Colodus (voir chapitre 2.1). Seule sera concernée dans un premier temps la partie « tests de recouvrement ».

Job management system (CJM)

L'implantation de cette nouvelle application développée par OCLC pour remplacer et simplifier les procédures de traitement, notamment les exports, et initiée dès 2008, a été une nouvelle fois reportée.

Nombre de jours de développement consacrés au Sudoc en 2012 : 54.

1.2.2. WorldCat

Le contrat avec OCLC a été reconduit en 2012 pour trois années sur de nouveaux termes : pas d'augmentation de prix en 2012, deux mises à jour annuelles et tests de synchronisation automatique à partir de 2013. La visibilité des nouveaux adhérents et les mises à jour de 2012 se sont opérées dans de bien meilleures conditions que dans le marché précédent et selon le calendrier prévu.

La prochaine étape, au 1^{er} semestre 2013, est la synchronisation automatique de la mise à jour du Sudoc dans WorldCat par le protocole SRU Update, et la mise en place du deep link depuis WorldCat vers les systèmes locaux des établissements.

112 établissements Sudoc sont adhérents à Worldcat. 10 établissements ont choisi de ne pas renouveler leur adhésion à ce service, 13 nouveaux ont opté pour la visibilité.

Les établissements sortants ont été interrogés par sondage sur leurs motivations : seuls 6 sur les 10 sortants ont répondu. Si le contexte budgétaire n'est avancé que par 2 établissements, les quelques réponses qualitatives apportées sont fournies par les établissements d'outre-mer, déçus par l'absence de prise en compte par OCLC des particularités régionales (ex. : rapprocher les localisations par critère géographique – Caraïbes - plutôt que par rattachement administratif à la métropole).

1.2.3. Calames

Calames Plus, qui permet le dépôt d'annotations et d'images, a été mis en production en juin 2012 après une longue période de gestation. Le service de dépôt d'images est utilisé par 3 établissements pour une période de test d'un an, sans tarification: bibliothèque Jacques Doucet, bibliothèque Mazarine et Musée Curie.

L'intégration de Calames au Catalogue collectif de France (CCFr) est opérationnel depuis février 2013, offrant au public un accès fédéré à l'ensemble des grands catalogues de manuscrits français. La solution technique retenue permet aux usagers du CCFr d'effectuer des recherches au sein des instruments de recherche publiés dans Calames. Seuls les résultats sont affichés dans l'interface du CCFr, un rebond permettant de consulter les notices complètes directement dans Calames. Les données seront mises à jour à un rythme mensuel.

Nombre de jours de développement consacrés à Calames en 2012 : 229

1.2.4. Thèses

Plusieurs chantiers ont été engagés en 2012 et aboutiront début 2013:

- Mise en œuvre d'un plan d'action faisant suite aux conclusions du cabinet Bensoussan dans l'affaire de diffusion massive de données issues du réservoir OAI-PMH de Star par le site Youscribe. Ce plan d'action, validé par le Comité de définition et d'orientation du portail des thèses (CDO) a été partiellement mis en œuvre en 2012
- Révision du guide du doctorant : datant de 2007, celui-ci nécessite d'être mis à jour et même refondu pour mieux répondre aux attentes des doctorants et établissements habilités

Star-Step-theses.fr

Les évolutions principales ont porté sur :

- La passerelle d'interconnexion entre Step et Star
- Le contrôle des doublons inter-applications
- Le point d'entrée unique pour les imports
- Le point d'entrée unique générique pour ADUM et Apogée



Step

La mise en place du flux entre les applications de gestion administrative des doctorants et Step est achevée pour Apogée, toujours en cours pour l'ADUM.

Theses.fr

La phase projet du portail des thèses s'est close le 31 décembre 2012. Le chantier le plus lourd a été celui du chargement des thèses en provenance du Sudoc et de leur intégration dans l'interface. La préparation des données a nécessité l'élaboration d'un algorithme de détection des familles de thèses qui a identifié de nombreuses erreurs qui feront l'objet de modifications de masse. Dans l'immédiat, le projet s'est concentré sur les éléments qui auraient conduit au silence ou à des blocages.

Nouvelles fonctionnalités mises en œuvre :

- Mise en place de la fonctionnalité « Feedback » (assistance déportée sur les correspondants du réseau). Cette assistance déportée, qui fonctionne depuis le 2 avril 2012, est très sollicitée, sans doute en raison de la grande visibilité des données sur le web
- Mise en place d'une recherche avancée, ouverte en décembre 2012

L'interface en anglais a été ouverte en septembre. L'italien a été abandonné, une autre langue devant être proposée par le CDO en septembre 2013

L'ABES continue à travailler avec ses partenaires du projet :

- L'Association Bernard Grégory avec qui elle œuvre à proposer des services conjoints : création d'un résumé des thèses à destination du monde économique, lien depuis theses.fr vers la CVthèque de l'ABG
- L'ANRT pour mettre en place le rebond de theses.fr vers Thèses à la carte

Le lien vers un site de vente en ligne a été validé par le CA mais ne sera mis en œuvre que lorsqu'une partie significative de notices du Sudoc auront été chargées.

Nombre de jours de développement consacrés aux thèses en 2012 : 610

1.2.5. IdRef

Une seule évolution d'Idref est intervenue en 2012: la mise en place de l'assistance déportée dont l'objectif est de permettre à l'internaute de demander une rectification des données personnelles le concernant.

Ouverture d'IdRef à la recherche

C'est à l'occasion d'une présentation d'IdRef à Vienne (Autriche) dans le cadre de Dariah que des représentants d'organismes IST français ont émis l'idée qu'IdRef puisse servir de vivier pour un référentiel des chercheurs français, sous réserve de s'ouvrir aux contributions des chercheurs (et donc de ne pas demeurer un outil produit par les seuls bibliothécaires). Il importe désormais que l'ABES soit force de proposition pour cette ouverture. Une articulation avec ORCID (référentiel global des chercheurs) est en cours d'exploration, qui, intégrant ISNI¹, pourrait déboucher sur une coopération active et concrète, et donc des échanges de données.

Le projet de référentiel de la production scientifique française (Conditor), élaboré dans le cadre de BSN3, a également permis de présenter IdRef comme outil susceptible d'alimenter ce projet qui s'appuiera sur des référentiels existants. IdRef est intégré à l'expérimentation qui est menée en 2013.

1.2.6. Webstats

L'année 2012 a été consacrée à la préparation de la V3, dont la caractéristique notable est l'intégration de statistiques d'applications autres que le Sudoc : Step, Star, Calames. Sa mise en production est prévue au 1^{er} trimestre 2013.

Nombre de jours de développement consacrés à Webstats en 2012 : 85

1.2.7. Numes

L'interface publique continue d'être maintenue à la demande de la MISTRD mais n'a connu aucune évolution en 2012. Le Ministère de la culture n'a toujours pas mis en œuvre le moissonnage de Numes par Patrimoine Numérique, annoncé depuis 2010.

1.2.8. Signets des universités

Cette application n'a connu aucune évolution en 2012.

En juin 2011, dans le cadre des études envisageant la possibilité d'un rapprochement entre l'ABES et le CERIMES, la décision a été prise par le MESR de confier ce site à l'ABES. Gérée depuis 2008 collaborativement par le CERIMES et l'ABES dans le cadre d'une convention qui définissait les rôles de chacun des organismes, l'application, refondue en mars 2009, est aujourd'hui en attente d'une décision concernant son devenir.

¹ ISNI : International Standard Name Identifier (code international normalisé des noms)

Quatre scénarios sont envisageables :

- transfert de l'application à l'ABES
- maintien de l'application au CERIMES
- fermeture de l'application
- fermeture et transfert des données vers un site collaboratif type Delicious

Ce dossier est soumis au CA du 31 mai pour décision.

1.2.9. Plateforme archives Elsevier

Aucun développement n'a été réalisé sur cette application, dont le transfert à l'INIST-CNRS, dans le cadre du projet Istex, est en cours de discussion.

1.2.10. Licences Nationales

Une nouvelle ressource a été acquise : la base de données ECCO (Eighteenth Century Collection Online), corpus de contenus numérisés du XVIIIème siècle de la société Gale-Cengage. Des négociations ont été ouvertes pour les archives de Science, sans résultat, les archives de Nature, qui se poursuivent, et le corpus des grammaires Garnier. Un accord a été trouvé pour ce dernier, le marché est en cours de rédaction.

La poursuite de l'ouverture des accès s'est faite via l'interface « Licencesnationales.fr » qui a ouvert au public début avril 2012, conjointement avec un site de présentation.

L'extension aux bibliothèques de lecture publique a fait l'objet d'un conventionnement avec le Ministère de la Culture et de la Communication (voir chapitre 2.7)

Nombre de jours de développement consacrés aux licences nationales en 2012 : 188

1.2.11. Conventionnement sur objectifs des centres régionaux (CR) du Sudoc-PS

L'année 2012 a été la première année de fonctionnement du modèle du conventionnement sur objectifs qui a fait l'objet de deux vagues :

- 8 CR pour les années 2011-2013
- 22 CR pour les années 2012-2014

Un seul CR n'a pas conventionné. Somme versée en 2012 aux 30 CR : 200 993 € HT.

1.2.12. Rétroconversions

Le conseil scientifique du 6 juin 2012 a défini les priorités et critères à retenir pour les futurs appels à projets Sudoc et Calames. Ces recommandations permettent désormais de disposer de critères lisibles et connus des établissements.

Sudoc

Le dispositif mis en œuvre en 2011 a été reconduit et élargi : un appel à projets a été lancé fin 2011 auprès de l'ensemble des établissements déployés dans le Sudoc. 27 établissements ont présenté un ou plusieurs projets, pour un montant total de 771 435 € HT.

L'ABES a versé 327 341 € HT à 20 établissements (256 154 € HT à 10 établissements en 2011). Une majorité d'établissements a donc vu au moins un de ses projets soutenu. 13 de ces établissements bénéficiaient du dispositif pour la première fois en 2012. En moyenne, les établissements ont obtenu 57% de la somme initialement demandée.

Au total, sur les 16 établissements pour lesquels des données ont été recueillies, un peu plus de 90 000 exemplaires ont été créés dans le Sudoc en 2012 sur les crédits ABES (47 000 exemplaires seulement en 2011). Le coût moyen s'établit à 4,57 € HT par exemplaire (3,69 € HT par exemplaire en 2011).

Calames

Comme l'année précédente, un appel à projets a été lancé en décembre 2011, cette fois-ci auprès de l'ensemble des établissements déployés dans Calames. Douze dossiers de candidature ont été soumis. L'ABES a versé 101 057 € HT à ces 12 établissements (99.303 € HT à 10 en 2011). Il s'agissait d'une première demande pour 5 établissements. La moyenne des financements accordés baisse légèrement en 2012 : 8 421 € HT (9 930 € HT en 2011). Le nombre total de composants créés s'élève à 38 653 (35 974 en 2011) à rapprocher des 112671 créés en 2012. 34,30 % des créations dans Calames sont donc directement le fait des financements ABES. La moyenne du coût horaire s'établit à 19,87 €/heure, chiffre comparable à ceux des années précédentes.

Le même principe de soutien aux opérations de rétroconversion dans le Sudoc et Calames a été reconduit pour 2013, avec lancement d'appel à candidatures en décembre 2012 auprès de tous les établissements déployés.

1.2.13. Normalisation

Les axes d'activité de la mission « normalisation », transférée du MESR à l'ABES en 2010, sont les suivants :

- suivre les actions menées aux niveaux national et international en matière de normalisation documentaire, et dans certains cas y participer en tant qu'expert
- promouvoir ces actions (communication, formation)
- sensibiliser le réseau des bibliothèques de l'enseignement supérieur et de la recherche aux enjeux de la normalisation documentaire et à la participation aux travaux de normalisation. A ce titre, le chargé de mission participe aux travaux de la Commission de normalisation (CN) 46 qui fixe les orientations de la normalisation française dans le domaine de l'information et de la documentation et le positionnement français par rapport aux activités de l'ISO.

La mission « normalisation » s'inscrit pleinement dans le nouveau contexte créé par la publication des modèles FRBR¹ et FRAD², ayant entraîné la création du code de catalogage RDA³: participation intensive au travail national engagé dans le cadre de l'AFNOR sur l'évolution des standards français vers FRBR et RDA, travail au niveau international dans le cadre d'EURIG⁴. La mission inclut le format UNIMARC (présidence du comité français, représentation nationale auprès du Permanent UNIMARC Committee).

Au sein de l'ABES, où se posent la question de la modernisation des métadonnées produites et gérées dans le Sudoc, et celle de l'évolution des besoins des établissements vers un signalement fiable des publications électroniques, le chargé de mission contribue au projet SudocRDF (révision de l'expression en RDF⁵ des données du Sudoc) et anime le groupe SudocFRBR (introduction du modèle FRBR dans les données du Sudoc).

1 FRBR : Functional requirements for bibliographic records (fonctionnalités requises des notices bibliographiques)

2 FRAD : Functional requirements for authority data (fonctionnalités requises des données d'autorité)

3 RDA : Ressources : description et accès. RDA est le code de catalogage qui remplace les Règles de catalogage anglo-américaines (AACR2)

4 EURIG : European RDA interest group (groupement européen d'intérêt pour RDA)

5 RDF : Resource description framework. RDF est l'un des standards de base du web de données

RDA

C'est le poste le plus important de la mission en termes de temps de travail. Au niveau national, le travail de réécriture des normes françaises engagé en 2011 se poursuit au rythme de plusieurs réunions par mois, à Paris, dans le cadre du groupe technique RDA en France. Le chargé de mission « normalisation » est présent dans les sous-groupes suivants : description des manifestations, œuvres et expressions, formation, modèle de données et évolution des SID et FRBRisation, dont il assure l'animation. Il est à ce titre responsable de la révision de la norme AFNOR Z44-059 Choix des accès à la description bibliographique.

Le groupe technique RDA en France s'est également donné pour tâche de travailler à l'évolution du code RDA, qui est sur certains aspects jugé insatisfaisant, tant en France que dans d'autres pays européens. Ces travaux sont relayés au niveau européen dans le cadre du groupement EURIG, dont l'ABES et la BnF sont membres. La France, très active au sein d'EURIG, a convoqué une première réunion de travail le 27 janvier 2012 à Paris, avec les résultats suivants :

- préparation de plusieurs propositions d'évolution de RDA (la plupart à l'initiative de la France), transmises au JSC¹ en juillet pour examen à l'automne
- lancement d'un groupe de travail sur la question des agrégats (ressources contenant plusieurs œuvres) pour lequel la France est chargée de préparer deux dossiers d'argumentaire en vue d'une première réunion du groupe prévue en août à Helsinki

Le blog [RDA@abes.fr](http://rda.abes.fr)² mis en place en 2011 répond à un besoin d'information des établissements sur le processus de décision relatif à l'adoption du code de catalogage RDA en France.



Unimarc

Depuis quelques années, l'animation du Comité français Unimarc (CFU) et par conséquent la représentation de la France au PUC (Permanent Unimarc Committee) sont assurées par l'ABES. Le chargé de mission élabore l'essentiel des documents de travail, particulièrement abondants depuis 2010 en raison de la nécessaire évolution des formats Unimarc liée à l'application des modèles FRBR et FRAD. Au niveau international, ces travaux reposent exclusivement sur la France. En 2012, comme les années précédentes, le CFU s'est vu confier par le PUC l'élaboration des projets d'adaptation d'Unimarc aux modèles FRBR et FRAD et aux nouveaux codes de catalogage. Le travail de conception repose sur l'ABES qui se charge de leur rédaction.

1 JSC: Joint Steering Committee for Development of RDA

2 <http://rda.abes.fr/>

2.1. API Sudoc

A partir de 2013, le programme API Sudoc, qui cherchait à trouver des solutions techniques alternatives pour interagir avec les logiciels propriétaires du Sudoc, est entré dans une phase finale. Il s'est agi essentiellement de mener à terme deux projets, en l'occurrence le développement de deux nouvelles applications :

[Périscope](#) Voir chapitre 1.1.1

[Colodus](#)

Colodus est une application web de création, modification et suppression d'exemplaires. Bien que prévue pour gérer les exemplaires de tous les types de documents de tous les établissements, elle s'adresse d'abord aux établissements du Sudoc PS qui ne sont pas directement producteurs de données dans le Sudoc. Colodus ouvrira progressivement à partir d'avril 2013. Cette application offrira à ces établissements une solution web pour se localiser dans le Sudoc sans le client lourd et propriétaire WinIBW. C'est un changement important en termes techniques, pratiques et organisationnels.

La mise à disposition s'effectuera en deux temps :

- Réseau Sudoc-PS à compter d'avril 2013
- Réseau Sudoc au plus tard à la rentrée de septembre 2013

A l'issue de ces deux développements, le programme API Sudoc s'éteindra, après quatre années d'activités qui auront été à l'origine de plusieurs applications professionnelles (IdRef, Périscope, Colodus) et d'une politique d'ouverture des données active et polymorphe (micro web services, web de données, dumps, SPARQL endpoint sous-traité à [sindice.com](#), référencement web). Ce qui a conduit l'ABES à mettre fin au programme API Sudoc, c'est à la fois la perspective du SGBM, qui en remettant en cause le maintien de CBS, remet en cause la stratégie API Sudoc et implique la nécessité de dégager des ressources humaines pour d'autres développements, notamment ceux associés à l'idée d'un hub de métadonnées.

Nombre de jours de développement consacrés aux API Sudoc en 2012 : 365

2.2. Hub de métadonnées

Le nouveau projet d'établissement introduit la notion et l'ambition d'un hub de métadonnées : « Dans le cadre du hub de métadonnées, l'ABES offrira le service suivant à tous les établissements : redistribution dans n'importe quel format des métadonnées enrichies récupérées dans n'importe quel format auprès des éditeurs. Outre la conversion de format, l'ABES apportera une plus-value aux métadonnées en termes de structuration, de richesse et d'interconnexion de l'information avec d'autres bases ». Alors que, dans la conception du Sudoc, la recherche d'un format et d'une modélisation homogènes et la mobilisation de centaines d'agents constituaient deux piliers du dispositif, le hub devra tolérer une grande hétérogénéité des données à traiter et devra avant tout miser sur des traitements automatiques appliqués à des données fournies par des éditeurs. Ces défis recommandaient de ne pas se lancer dans un projet aussi ambitieux que le hub sans évaluer concrètement sa faisabilité et son utilité à travers une étude, qui prendrait la forme d'un prototype. Cette étude a commencé en septembre 2012 et s'achèvera en avril 2013. Elle doit non seulement trouver des solutions techniques pour effectuer en masse des traitements automatiques et jugés suffisamment fiables, mais également imaginer de tels traitements qui apportent une réelle plus-value aux données de départ et donc une réelle utilité aux tiers qui exploiteront les données en aval. En fonction des conclusions de l'étude et des décisions prises à sa suite, le prototype deviendra une vraie chaîne de traitement, dont il faudra déterminer les moyens et les ambitions (quels corpus à traiter en priorité ? quels traitements ? pour quels débouchés prioritaires ?).

Nombre de jours de développement consacrés à Hublot en 2012 : 85

2.3. Qualinca

Parmi les traitements du hub figure la génération automatique de liens entre des notices bibliographiques et des notices d'autorité. Ce traitement était l'objet du projet de recherche SudocAD. C'est également un des points centraux de Qualinca, nouveau projet de recherche labellisé ANR. Qualinca « vise à développer des mécanismes permettant de qualifier le niveau de qualité d'une base documentaire existante, d'améliorer le niveau de qualité d'une base, de maintenir un niveau de qualité donné en contrôlant les opérations de mises à jour de ces bases, et d'exploiter ces bases en prenant en compte leur divers niveaux de qualité », en utilisant les technologies du web sémantique. Le projet a débuté en avril 2013 et s'achèvera en septembre 2015.

Nombre de jours de développement consacrés à Qualinca en 2012 : 16

2.4. Chantier RDF

Un chantier relatif à l'exposition des données du Sudoc en RDF a été lancé dans le courant du dernier trimestre 2012. L'objectif à terme est de convertir l'exhaustivité des données du Sudoc en RDF en utilisant prioritairement les ontologies RDF métiers existantes (ISBD, FRBR, RDA...). Le groupe de travail a pris comme base la sortie RDF du Sudoc, partielle, établie en 2010. Il vise à la compléter et la consolider en avançant de manière systématique (zone par zone du format Unimarc).

Un premier survol a conduit à constater que les insuffisances des ontologies de références les rendent malheureusement en grande partie inutilisables en l'état. Il ne s'agit pas seulement de propriétés manquantes mais d'un défaut de structure aboutissant à la mise à plat de toutes les données. Il en résulte une perte de l'ordre et de la structure du contenu de nombreuses zones et sous-zones Unimarc qui rend inexploitable les triplets RDF obtenus.

Fort de ce constat, le groupe de travail s'est penché sur la modélisation d'une zone Unimarc particulière, la zone 200 (titre et mention de responsabilité) et espère être à même de proposer des enrichissements au vocabulaire ISBD/RDF. En attendant, la conversion RDF des données du Sudoc sera effectuée par l'ABES sur la base du modèle ainsi élaboré.

2.5. Système de gestion de bibliothèque mutualisé (SGBM)

Les premières réflexions sur la mise en œuvre du SGBM ont été menées dès 2011. Fin 2011, le CA ayant inscrit cette action au projet d'établissement 2012-2015, l'ABES a recruté un chargé de mission qui a pris ses fonctions en avril 2012.

La lettre de mission prévoyait la livraison fin 2012 d'une étude d'impact sur l'existant, à la fois au sein des établissements et de l'ABES, portant notamment sur les domaines suivants : techniques, financiers, juridiques (questions de propriété, de confidentialité et de réutilisation des données liées à la technologie du cloud computing), gestion des réseaux. L'impact d'un tel système sur l'organisation actuelle du Sudoc, sa compatibilité avec la stratégie actuelle de l'ABES, les services, applications et outils qu'elle a développés (notamment API Sudoc) et l'éventuelle redéfinition de son rôle constituent un point central de cette étude.

Un comité technique de 16 représentants des établissements a été constitué en juin 2012. Par ailleurs, le groupe EPRIST (Etablissements publics de recherche – Information scientifique et technique) a constitué un groupe de travail complémentaire de cinq établissements de recherche directement intéressés par le projet.

Le comité technique et la commission EPRIST ont étudié en détail les différents aspects de l'informatique documentaire de leurs établissements au cours de cinq sessions mensuelles de travail : les acquisitions, le catalogue et le catalogage, la circulation, l'ouverture des données et des services, le modèle économique. Ils ont examiné à la fois l'impact du projet pour eux et leurs attentes vis-à-vis de l'ABES, ont conduit une veille commune sur les thèmes et les offres en matière de systèmes de nouvelle génération. Des représentants de l'AMUE, de la Fédération des utilisateurs de logiciels pour bibliothèques (FULBI), le président de l'Assemblée des DSI de l'enseignement supérieur et de la recherche ont participé à certaines séances de travail du comité technique. Les représentants de Couperin et du réseau des correspondants Informatique et Libertés n'ont pas pu participer aux séances mais ont manifesté leur intérêt.

Le comité de pilotage du projet a été constitué en septembre et s'est réuni pour la première fois le 3 décembre 2012. Il a d'abord pris connaissance des observations du comité technique et a donné des orientations sur plusieurs points, en particulier l'hébergement et la modularité du futur système.

Fin 2012, il a été jugé nécessaire d'approfondir l'impact sur l'ABES. L'étude d'impact sera soumise au conseil scientifique du 8 avril puis au CA du 31 mai 2013 qui débattrà des scénarios envisageables.

2.6. Modernisation du prêt entre bibliothèques (PEB)

Le projet de modernisation du PEB est instruit depuis avril 2011 dans le cadre du groupe BSN8 copiloté par le CNRS et l'ABES.

Les actions arrêtées pour 2012 étaient les suivantes :

- Concevoir un service unifié de diffusion à distance de documents numériques et papier (convergence des dispositifs de prêt et de commande de l'ABES et de l'INIST)
- Ouvrir des négociations nationales avec les éditeurs pour autoriser l'échange de documents numériques entre les établissements à un coût raisonnable

S'y ajoutait une action transverse : préparer un accord cadre avec le Ministère de la culture, le syndicat national de l'édition (SNE) et l'association des éditeurs de la recherche et de l'enseignement supérieur (AEDRES) pour définir un équilibre plus durable entre propriété intellectuelle et circulation scientifique.

Le bilan est contrasté : si les actions 2 et 3 n'ont connu aucune avancée, l'action 1 a fait l'objet d'études qui ont abouti à trancher des questions qui s'étaient enlisées et à faire émerger un scénario moins ambitieux qu'une refonte totale du dispositif.

Un comité de pilotage resserré a été créé, qui a tenu sa première réunion le 12 octobre 2012. Ses principales décisions ont été les suivantes :

- La convergence SUPEB/REFDOC a été validée. Elle sera bâtie sous une gouvernance commune du réseau SUPEB et du CNRS, pour un périmètre d'utilisateurs large (ESR, bibliothèques publiques, secteur privé)
- Le projet sera lancé à frais réduits, par l'intégration sur le modèle de la BIU Santé, du catalogue des périodiques de quelques gros fournisseurs volontaires (CADIST en particulier)
- Une optimisation de l'organisation du réseau de PEB sera recherchée pour permettre le respect des délais et faciliter la facturation (concentration sur quelques fournisseurs, harmonisation souhaitable des tarifs ESR, routage équitable des demandes de documents entre les acteurs INIST/SUPEB)
- Des solutions seront cherchées pour prendre en compte les ressources libres

L'INIST a confirmé en janvier 2013 que les données des périodiques du SUDOC pourraient être chargées dans REFDOC. Elles ne seraient toutefois exploitables que si elles sont liées à une information sur l'article. Ce n'est pas le cas aujourd'hui puisque le SUDOC signale des séries et non des articles. Pour que ce chargement ait un intérêt, il faudrait développer une fonctionnalité de commande du type « revue de sommaires » ce qui rendrait visible une série sans article et permettrait la commande en renseignant les données de l'article à partir de cette série identifiée. Les collections des bibliothèques seraient alors visibles.

Il est prévu que la MISTRD sollicite des CADIST volontaires, afin que l'INIST et l'ABES puissent étudier avec eux la faisabilité du scénario envisagé. Les monographies seront intégrées à la réflexion dans un second temps.

2.7. ISTEEX

Après la signature de la convention ANR/CNRS le 22 avril 2012, la seconde moitié de l'année a été consacrée à la mise en place de l'organisation du travail, notamment via le groupe BSN1.

Le projet ISTEEX est en phase de démarrage :

- L'ABES a participé aux côtés des autres partenaires du projet à la définition de la procédure de remontée des besoins
- Elle a mis au point la licence type qui a été présentée au séminaire éditeurs du 30 octobre. Cette mise au point a fait l'objet de plusieurs navettes avec les partenaires du projet, notamment l'Université de Lorraine, pour garantir les usages innovants qui seront proposés aux chercheurs
- La convention de reversement CNRS-ABES a été signée le 9 janvier 2013
- L'accord de consortium est en cours de validation
- L'ABES a pris part à 2 réunions du comité exécutif : le 6 septembre à Toulouse, le 17 octobre à Nancy ainsi qu'à la réunion officielle de lancement à Nancy, le même jour
- Les 4 recrutements prévus (CDD 3 ans) ont été réalisés, les agents ayant pris leurs fonctions en janvier 2013
- La convention avec le Ministère de la culture et de la communication, la BnF et la BPI, définissant les modalités de prise en charge par l'ABES du dispositif d'accès aux licences nationales par les bibliothèques publiques, a été signée le 7 décembre 2012. Ce dispositif sera opérationnel au printemps 2013
- La BnF et l'ABES ont signé le 5 décembre 2012 une convention-cadre relative aux modalités de sa participation au financement de la politique nationale d'acquisitions documentaires.

Signalement national des ressources électroniques

Elément du projet ISTEEX, ce projet a démarré par une étude confiée après appel d'offres à M. Maurits van der Graaf du cabinet néerlandais Pléiade. La réunion de lancement s'est tenue le 24 septembre. Le consultant a rendu son rapport final le 10 février, qui sera soumis au CA du 31 mai.

L'objectif de ce projet est d'obtenir une cartographie complète de l'offre documentaire française couvrant l'intégralité des ressources en ligne disponibles sur le territoire français, quel que soit leur mode d'acquisition (licences nationales, abonnements courants souscrits par les établissements).

2.8. « FRBRisation » du Sudoc

Le projet SudocFRBR vise à définir les conditions de l'amélioration des données du Sudoc existantes et de celles à produire en y introduisant une dose de FRBR sans pour autant nécessiter de développements informatiques importants de la base de données. La rédaction d'une première série de consignes de catalogue a été menée à bien en 2012, pour publication début 2013.

2.9. Rapport d'orientation du Comité stratégique bibliographique

L'ABES et la BnF ont rédigé conjointement un rapport pour le Comité stratégique bibliographique qui réunit la BnF, l'ABES et leurs tutelles ministérielles respectives¹.

Ce document dresse un état des expérimentations et des réflexions en cours au sein des deux établissements pour préparer l'avenir des catalogues. La BnF et l'ABES s'engagent dans une démarche commune de redéfinition des modalités de structuration, de production et de diffusion des métadonnées de bibliothèque à l'échelon national, afin notamment de favoriser l'insertion des catalogues des bibliothèques françaises dans le Web sémantique.

2.10. Rapport sur la conservation partagée

L'ABES et le CTLES ont rédigé conjointement un document sur la conservation partagée des périodiques, diffusé en janvier 2013 : *La conservation partagée des périodiques : état des lieux, perspectives et propositions*².

Chacun à leur niveau, l'ABES et le CTLES œuvrent en effet à la conservation partagée des périodiques (PCP) : l'ABES avec le catalogue Sudoc PS et la nouvelle application PÉRISCOPE de visualisation des états de collections ; le CTLES avec l'ingénierie qu'il a développée avec la Bibliothèque interuniversitaire santé pour le plan de conservation des périodiques médicaux d'Île de France. Ce rapport présente un état des lieux et un bilan des plans existants, dessine des perspectives et recommandations pour le bon fonctionnement d'un PCP, propose des pistes d'amélioration du dispositif de soutien aux PCP régionaux ou thématiques. La prochaine étape devrait être une collaboration active de l'ABES et du CTLES pour la mise en place d'une articulation efficace entre signalement national et bases de travail partagées en local.

2.11. Circuit ISSN

Le circuit de traitement des demandes de numérotation ISSN, qui requiert l'envoi de nombreux justificatifs papier (photocopies de pages de titre, etc.), est aujourd'hui entièrement manuel et particulièrement chronophage. Sa modernisation fait l'objet d'études associant l'ABES, le centre international ISSN et le centre national depuis 2011, qui ont abouti à la définition d'un scénario pour le développement d'un outil informatique en juin 2012. Les centres nationaux ISSN n'ont toutefois pas validé ce scénario.

2.12. Projets européens

En 2012, le rapport de l'AERES a recommandé de renforcer la présence et l'ouverture à l'international de l'ABES. Il préconise une veille à l'échelle internationale sur les réponses apportées par d'autres structures similaires, afin d'affiner ses réponses aux défis rencontrés.

Depuis avril 2011 qui a vu la création d'une mission « projets européens », l'ABES renforce sa courbe d'apprentissage sur l'international et pose les jalons d'une mutualisation européenne renforcée. Cette approche s'inscrit dans une stratégie internationale plus large et concerne plusieurs agents au sein de l'ABES, dans le domaine de la normalisation et des partenariats susceptibles d'accroître la visibilité des collections documentaires des établissements français d'enseignement supérieur et de recherche.

En 2012, l'activité de la mission a gravité autour de trois objectifs :

- S'investir dans une fonction de responsabilité au sein du comité Europe de la région Languedoc. Ce comité permet de bénéficier de la veille et des compétences d'une quarantaine d'experts et de tisser des relations privilégiées avec les universités locales.

1 <http://www.abes.fr/Media/Fichiers/Rapport-CSB>

2 <http://www.abes.fr/Media/Fichiers/Sudoc-Fichiers/Le-reseau-Sudoc-PS-MEDIA/Plans-de-conservation-partagee/CTLES-ABES-Etude-Bilan-et-perspectives-des-PCP>

- Etablir des propositions concrètes de mobilité européenne pour les agents de l'ABES en s'appuyant sur le réseau de l'agence 2E2F des développeurs de mobilité internationale. Sans résultats concrets à ce jour, l'ABES devant renoncer en raison de son statut aux programmes d'enseignement supérieur les mieux dotés.
- Dariah. L'ABES participe au projet européen Dariah au sein de trois des quatre centres de compétences virtuels (VCC) de cette infrastructure européenne pour les sciences humaines et sociales. Cette structure de l'excellence s'inscrit dans la durée sous la forme d'un ERIC (European Research Infrastructure Consortium). L'ABES y valorise deux outils qui contribuent au rayonnement de la recherche française : theses.fr et Idref. Cette collaboration permet de capitaliser une expérience précieuse et d'enrichir nos réseaux de contacts. Deux réunions plénières de Dariah, à Utrecht en avril et surtout à Vienne en décembre, ont permis d'amorcer des partenariats pour promouvoir l'utilisation d'IdRef dans des environnements de recherche.

2.13. RAFA (refonte des annuaires fonctionnels)

Le projet de refonte des annuaires fonctionnels de l'ABES (RAFA), initié en 2011 dans le cadre de l'urbanisation du système d'information de l'ABES, s'est poursuivi en 2012 avec le lancement d'un appel d'offres qui s'est révélé infructueux compte tenu de la spécificité de la structure de données attendue dans le référentiel. Il a donc été décidé de réaliser les développements en interne, sous forme de plusieurs modules qui seraient mis en œuvre progressivement.

Une maquette décrivant les fonctionnalités de l'application a été réalisée qui a permis d'orienter les développements au plus près des besoins des futurs utilisateurs. Fin 2012, ont été menées à bien les parties « fiche personne » et « fiche organisme ». La réalisation de la recherche avancée et de l'interface de manipulation des données a été entamée.

Le projet va se poursuivre sur le premier semestre 2013, avec la mise en œuvre de synchronisations automatiques de données entre RAFA et d'autres applications du système d'information de l'ABES. La mise en production effective globale du référentiel devrait intervenir en juillet 2013.

Nombre de jours de développement consacrés à RAFA en 2012 : 261

2.14. Plan de reprise d'activités (PRA)

En 2012, la préparation de la mise en place du PRA a été l'une des principales activités du pôle exploitation et maintenance (PEM). Le PRA consiste d'une part à assurer la continuité des services fournis par l'ABES dans le cas d'une panne majeure sur une de ses infrastructures matérielles, d'autre part à reprendre dans un délai raisonnable le service sur un site secondaire en cas de dommages sur le site d'hébergement principal. Ce dernier point concerne surtout les applications « métier » hébergées au CINES.

Plusieurs points du PRA ont été mis en œuvre :

- Sécurisation du DNS¹ Sudoc
- Bascule du réseau ABES sur une ligne ADSL en cas de coupure de la ligne principale Renater
- Sécurisation des messageries et virtualisation des serveurs de messagerie
- Homogénéisation des sauvegardes : toutes les sauvegardes passent par un serveur de stockage centralisé, ce qui facilite leur réplication sur un site secondaire.

¹ DNS : Domain Name System

- Installation d'un routeur de secours pour l'architecture hébergée au CINES. En cas de panne du routeur principal, le routeur de secours peut prendre le relais dans un délai très court

La majeure partie des actions a consisté en la mise en œuvre des pré-requis au PRA :

- Virtualisation des serveurs (Calames, Sudoc, etc...). La virtualisation permet de faire des sauvegardes de serveurs complets et de déplacer facilement un serveur virtuel d'un serveur physique à un autre.
- Achat d'un nouveau serveur de stockage de type SAN pour les applications professionnelles. Ce type de serveur permet de stocker les serveurs virtuels et de pallier à la panne d'un serveur physique.

La mise en œuvre du PRA se poursuivra sur les années 2013 et 2014.

2.15. Informatisation des fonctions RH

Voir chapitre 6.1





3. Extension des réseaux

3.1. Sudoc

Le réseau Sudoc comptait 150 établissements au 31 décembre 2012. 8 établissements ont été déployés en 2012 :

- Ecole nationale supérieure des beaux-arts de Paris
- Ecole des Ponts ParisTech
- Institut d'Etudes Politiques de Grenoble
- Bibliothèque centrale des musées nationaux
- Colegio de España de la Cité internationale universitaire de Paris
- Terra Foundation for American Art Europe
- Ecole d'architecture de Strasbourg

L'ONIRIS de Nantes, dont la candidature avait été validée par le CA de mai 2010, avait sollicité un report d'un an de son déploiement, effectif en 2012.

Le conseil d'administration du 14 juin 2012 a approuvé le déploiement de 10 établissements supplémentaires¹ :

- Ecole nationale supérieure de chimie de Rennes
- Institut d'histoire du temps présent et Campus Condorcet
- Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants
- Maison de la Culture Arménienne, Décines
- Institut français du Proche-Orient
- Institut français d'archéologie orientale
- Institut du monde arabe
- Centre Pompidou, bibliothèque Kandinsky
- Villa Arson, Nice
- Ecole Supérieure d'Art Toulon-Provence-Méditerranée

Le nombre de bibliothèques enregistre une baisse (-45), due au mouvement de concentration se traduisant par la suppression de petites bibliothèques ou leur intégration physique au sein des collections des SCD.

On relève aussi une contraction du réseau Sudoc-PS (-110), conséquence des campagnes de mise à jour lancées par les centres régionaux : les structures documentaires ne répondant pas aux relances sont supprimées.

3.2. Calames

Le réseau Calames comptait 40 membres au 31 décembre 2012. 6 établissements ont été déployés en 2012 :

- Université Paris 7 Diderot
- Ecole Centrale de Paris
- Institut d'études politiques de Paris
- Maison méditerranéenne des sciences de l'homme
- Centre interrégional de développement de l'occitan (CIRDOC)
- Observatoire de Paris

¹ L'intégration des nouveaux établissements n'est effective que l'année N+1.



3. Extension des réseaux

Le conseil d'administration du 14 juin 2012 a approuvé le déploiement de seulement 2 établissements supplémentaires¹ :

- Ecole normale supérieure de Lyon
- Université Rennes 2

3.3. Star

Le réseau Star comptait 105 établissements au 31 décembre 2012.

Le conseil d'administration du 14 juin 2012 a approuvé le déploiement de 6 nouveaux établissements :

- Ecole Nationale Supérieure de Mécanique et d'Aérotechnique de Poitiers (ENSMA)
- Ecole Centrale de Nantes
- ESSEC Business School
- INSA de Rennes
- Ecole Normale Supérieure de Paris
- INALCO

Le réseau Star compte aujourd'hui 81% d'établissements habilités à délivrer le doctorat. Sur les 105 établissements déployés, on en recensait 77 en production (66 en 2011, 49 en 2010).

3.4. Step

Comptant aujourd'hui 80 établissements utilisateurs, Step va s'enrichir des adhésions des établissements utilisateurs de Thesa, application de gestion des sujets de thèses de la Conférence de grandes écoles (CGE) gérée par l'INIST-CNRS. La CGE a en effet informé l'ABES de sa volonté de rejoindre Step pour le signalement des sujets de thèses (cf projet de convention ABES-CGE soumis au CA du 31 mai 2013).

3.5. Groupements de commandes de documentation électronique

Le nombre de groupements de commandes portés par l'ABES demeure stabilisé à 10 depuis 2008 en raison des limites de sa capacité de trésorerie. Le dossier de demande d'ouverture d'une ligne de crédit auprès d'un établissement financier n'a pas progressé.

Deux marchés négociés ont été signés pour la période 2012-2014 : JSTOR et Lexis-Nexis/Juriscasseur . Tous deux enregistrent des augmentations importantes par rapport aux précédents marchés, respectivement + 88% (+12 adhérents) et + 40% (+5 adhérents). C'est toutefois au marché Elsevier qu'est imputable, comme chaque année, l'envolée du budget, due principalement au passage progressif au e-only : + 5,47 M€ (+ 24%).

Le marché avec LexisNexis (Juriscasseur) notifié le 2 février 2012 après une longue et difficile négociation, connaît des difficultés d'exécution depuis mars 2012 : plusieurs établissements ont fait état de la coupure d'accès à une partie des contenus couverts. Une réfaction a été appliquée à la facture pour tenir compte de cette coupure (-16,9% sur 10 mois). Le différend est en cours de résolution.

Quatre marchés ont fait l'objet d'une négociation en 2012 : Cairn, EBSCO (bases de données en économie), CAS et Dalloz. Les notifications devraient intervenir avant mars 2013.

¹ Comme pour le Sudoc, l'intégration n'est effective que l'année N+1.

4.1. Communication

4.1.1. Les supports de communication externe

Arabesques

4 numéros ont été publiés en 2012 :

- 2012-2015, les nouveaux enjeux de l'ABES : le projet d'établissement de l'ABES
- Accès aux ressources électroniques, tous égaux : les licences nationales
- Métadonnées : de nouvelles convergences
- BSN, un accès facilité aux savoirs

Diffusion d'Arabesques : 2100 exemplaires par routage.

L'externalisation de la coordination éditoriale et du secrétariat de rédaction d'Arabesques, confiés à Mme Béatrice Pedot, est effective depuis 2012. Elle a permis de redéployer le poste d'ingénieur d'étude affecté à plein temps à cette tâche et d'alléger la charge de travail du comité de rédaction.

Une nouvelle maquette a été lancée avec le numéro d'octobre 2012.

Coût d'Arabesques hors salaires des agents fonctionnaires : 33 082 € HT.

Filabes

108 billets ont été publiés en 2012 pour 36 189 consultations.

Site web

268 324 visites ont été enregistrées en 2012 pour 178 850 visiteurs uniques qui ont consulté 661 950 pages.

La fréquentation du site se maintient dans la même moyenne qu'en 2011, année du lancement du nouveau site où on avait observé une nette augmentation par rapport aux années précédentes.

Autres publications

Seul un nouveau dépliant Sudoc a été édité.

4.1.2. Organisation d'évènements

Journées ABES 2012

Organisées les 19 et 20 juin au Corum, palais des congrès de Montpellier, elles ont attiré, avec 472 inscrits (340 en 2008), une affluence toujours plus nombreuse et s'imposent comme le rendez-vous de référence des professionnels de la documentation universitaire et de recherche.

Ce qui fait la richesse et la force de ces rencontres, c'est qu'elles réunissent sur les problématiques documentaires des agents de toutes catégories et de tous types d'établissements. C'est la condition pour croiser la diversité des points de vue sur les enjeux et les bouleversements que traversent notre profession, nos outils et nos méthodes de travail.

La formule, bien rôdée, alterne séances plénières politiques et prospectives avec des ateliers et tutoriels plus techniques. Les conférenciers étrangers étaient encore cette année largement représentés : la conférence inaugurale a été confiée à Kurt de Belder, directeur des bibliothèques de l'université de Leiden, sur la transformation des bibliothèques universitaires. Aubéry Escande (The European Library-TEL) a présenté TEL et son extension au monde académique. Deborah Shorley, directrice des bibliothèques d'Imperial College (Londres), a fait un point sur le projet de conservation partagée UKRR trois ans après son lancement.

Notons encore des interventions de Claude Ronceray, directeur de l'AMUE, et de Serge Bauin, directeur de l'IST au CNRS, qui témoignent de l'ouverture des bibliothèques à leurs partenaires de la recherche et à leur environnement universitaire.

Journée des centres régionaux du Sudoc-PS

Se tenant traditionnellement le lendemain des Journées ABES, cette journée a réuni cette année tous les responsables de centres régionaux (à l'exception des CR Centre et Languedoc-Roussillon), deux représentants d'ISSN International, le directeur d'ISSN France et un représentant du réseau des bibliothèques de l'Université de Liège, François Rénaveille.

Salons professionnels

L'ABES a occupé un stand au 42ème congrès de l'ADBU à Toulouse, du 5 au 7 septembre 2012.

4.1.3. Articles publiés par des agents de l'ABES (hors publications ABES)

- Raymond Bérard : *L'ABES à l'horizon 2016*. Bulletin des Bibliothèques de France, 2013, N°1, p. 72-77.
- Raymond Bérard : *Next Generation Library Systems: New Opportunities and Threats*. Bibliothek, Forschung und Praxis, 2013, 37(1): 1-7.
- Jean Bernon : *Le projet de système de gestion de bibliothèque mutualisé de l'ABES*. Bulletin des Bibliothèques de France, 2012, N°5, p. 61-65.
- Jean-Marie Feurtet : *Uniting heritage digitization and EAD metadata : "Calames Plus" solutions and other tracks*. Blog de LIBER (<http://www.libereurope.eu/blog>), 2012.
- Christine Fleury : *Tour d'horizon des catalogues nouvelle génération*. In Bibliothèques 2.0 à l'heure des médias sociaux, Cercle de la Librairie, 2012, p. 135
- Yann Nicolas : *Dossier Web sémantique, web de données. L'ABES engage ses forces et ses données*. Documentaliste-Sciences de l'information, 2011, vol. 48, N°4, p. 51.

4.2. Congrès et journées d'étude

4.2.1. Participation avec intervention ABES

Des agents de l'ABES sont intervenus à 26 reprises dans des congrès ou journées d'étude en 2012. Cette vive progression (17 en 2011) témoigne de la reconnaissance croissante de l'expertise de l'ABES au sein de la communauté documentaire nationale et internationale.

- Journée AURA, Paris, 16 janvier 2012. Intervention de Benjamin Bober : *Signalement de la documentation électronique : état de l'art et perspective d'avenir*.
- Assemblée générale de l'Association des Bibliothèques des Ecoles de management (ACIEGE), Toulouse, mars 2012. Intervention de Benjamin Bober : *le dispositif des licences nationales*.
- GFIL, groupe de travail sur les licences nationales, Paris, 7 mars 2012. Intervention de Raymond Bérard sur *les licences nationales*.
- PUC (Permanent Unimarc Committee), Lisbonne, mars 2012. Contributions de Philippe Le Pape.
- URFIST de Bordeaux, Médiakitaine. Journée d'étude *Évolution des formats de catalogue : RDA, FRBR*, Bordeaux, 3 avril 2012. Intervention de Philippe le Pape.
- Global Council OCLC, Dublin (USA), 15 avril 2012. Intervention de Raymond Bérard : *Global Libraries Dialogue. Sudoc, European Networks and Union Catalogues : a few strategic issues*.
- 41^{ème} congrès de LIBER, Tartu (Estonie), 28 juin 2012. Interventions de Jean-Marie Feurtet : *Uniting heritage digitization and EAD metadata : "Calames Plus" solutions and other tracks* et de Raymond Bérard : *Next generation library systems : new opportunities and threats*.
- Journée ADUM, Montpellier, juin 2012. Intervention d'Isabelle Mauger Perez : *les thèses, l'ABES et l'ADUM*.
- Séminaire sur les systèmes de nouvelle génération, Toulouse, 1^{er} juin 2012. Intervention de Jean Bernon.

- Journée annuelle du CTLES, Paris, 8 juin 2012. Intervention de Raymond Bérard : *modernisation de la fourniture de documents : la convergence entre l'ABES et l'INIST-CNRS.*
- Journée professionnelle du CR Alsace, Strasbourg, 15 juin 2012. Intervention de Raymond Bérard : *l'ABES, ses missions, ses projets et le Sudoc-PS.*
- Journée Renatis (réseau national des professionnels de l'IST), Cachan, 4 juillet 2012. Intervention de Raymond Bérard : *présentation de BSN 1, 3 et 8.*
- Pré-congrès IFLA, Kuopio (Finlande), 8 août 2012. Intervention de Raymond Bérard : *library catalogues, the web and next generation library systems : providing better access to print and digital through globalization.*
- Electronic Thesis and Dissertation (ETD), Lima (Pérou), septembre 2012. Intervention de Marianne Giloux : *Theses.fr : Access to French PhD.*
- CBS partners meeting, Amsterdam (Pays-Bas), 18 septembre 2012. Intervention de Raymond Bérard et Jean Bernon : *from SUDOC and CBS to a next generation ILS ?*
- Réunion du comité exécutif d'OCLC Europe, Amsterdam, 19 septembre 2012. Intervention de Raymond Bérard et Christine Fleury : *an introduction to French libraries.*
- Congrès ICOLC, Vienne (Autriche), octobre 2012. Intervention de Carole Melzac (avec André Dazy, Couperin) : *French national licenses programme : a bed of roses ?*
- Journée professionnelle Interbibly – CR Champagne Ardenne, Reims, octobre 2012. Intervention de Camille Dumont : *vers une coordination nationale de la conservation partagée : stratégie et outils.*
- Journée professionnelle du CR Bourgogne, Dijon, octobre 2012. Intervention de Camille Dumont : *vers une coordination nationale de la conservation partagée : stratégie et outils.*
- Journée professionnelle du CR Bretagne, Rennes, 18 octobre 2012. Intervention de Raymond Bérard : *l'ABES, son apport aux plans de conservation partagée.*
- Carrefour de l'IST, Nancy, 15-16 novembre 2012. Interventions de Carole Melzac (avec Grégory Colcanap, Couperin, Jean-Marie Pierrel, Université de Lorraine et Laurent Schmitt, INIST) : *le projet ISTE* ; et de Raymond Bérard : *le signalement des acquisitions numériques à l'échelle nationale; le rôle du hub de métadonnées scénarios et prototype.*
- Séminaire AMUE *Rénovation du domaine thèse*, Paris, novembre 2012. Intervention d'Isabelle Mauger Perez : *Apogée – Step/Star : interconnexions.*
- Journée URFIST, Bordeaux, décembre 2012. Intervention de Benjamin Bober : *le dispositif des licences nationales.*
- Journée professionnelle du CR Picardie, Amiens, 20 novembre 2012. Intervention de Raymond Bérard : *l'ABES, son rôle dans la gestion, la diffusion et la mise en valeur des plans de conservation partagée.*
- Séminaire du CBUC (Consortium des bibliothèques universitaires catalanes) sur les systèmes de nouvelle génération, Barcelone, 12 décembre 2012. Intervention de Jean Bernon : *The French Union Catalog of Higher Education and Research, SUDOC, towards National next gen ILS.*

4.2.2. Participation sans intervention ABES

- Moodle Moot, Nîmes, 20-22 juin 2012
- Congrès W3C 2012, Lyon, avril 2012.
- Congrès Lucene Révolution, Boston (USA), 7-10 mai 2012.
- Assises du CSIESR, Canet-en-Rousillon, mai 2012.
- Journée AFNOR – CG46, e-book et normalisation, Paris, 29 juin 2012.
- Congrès IFLA, Helsinki (Finlande), 13-17 août 2012.
- Congrès ADBU, Toulouse, 5-7 septembre 2012.

- Colloque du Conseil d'Etat, les agences, une nouvelle gestion publique, Paris, 19 octobre 2012.
- Assises régionales de l'enseignement supérieur et de la recherche, Montpellier, 15 octobre 2012.

4.3. Rencontres

La direction de l'ABES a rencontré les personnalités et organismes suivants :

- Mme Catherine Morales, directrice de l'ADUM (portail internet d'information, de services de communication des doctorants et docteurs), dans la perspective de la signature d'une convention de partenariat pour intégrer les données de l'ADUM à l'application Theses.fr.
- M. Joachim Schöpffel, directeur de l'ANRT (Atelier national de reproduction des thèses) suite à sa prise de fonction.
- Mme Agnès Saal, directrice générale du Centre Pompidou, dans la perspective de l'intégration de la Bibliothèque Kandinsky au Sudoc et des travaux conjoints de l'ABES et du Centre Pompidou sur le web sémantique.
- L'équipe de direction du SCD d'Angers pour explorer les possibilités de partenariat sur le service UBIB (service de questions-réponses).
- La bibliothèque de l'Université catholique de Louvain pour recueillir leur témoignage de l'expérience d'un système de gestion de bibliothèque consortial.
- M. Claude Ronceray, directeur de l'AMUE, pour examiner les possibilités d'un déménagement de l'ABES dans les futurs locaux de l'AMUE.
- M. Masse, président de CAS (Chemical Abstracts Service) dans le cadre de la négociation du groupement de commande CAS.

4.4. Relations avec les partenaires

AURA

Le directeur de l'ABES a participé au CA de l'AURA avant la dissolution de l'association qui est désormais intégrée à l'ADBU. Les dossiers suivis par l'AURA sont traités par une nouvelle commission Signalement et système d'information.

BnF

Les relations avec la BnF sont structurées au sein de deux instances :

- Une instance stratégique : le Comité stratégique bibliographique (ex SU-SI-CCFr) réunissant BnF, ABES et leurs tutelles respectives. Ce dernier a traité du Rapport sur l'avenir des catalogues lors de sa séance du 13 septembre (cf chapitre 2.9.)
- Une instance opérationnelle qui s'est réunie à deux reprises en janvier et juillet 2012.

CNRS

Les contacts avec le CNRS sont fréquents et réguliers sur plusieurs dossiers, le plus souvent structurés par BSN :

- ISTEK
- Modernisation du prêt entre bibliothèques avec l'INIST
- Référentiel de la production scientifique française
- Applications thèses avec le CCSD
- Projet Dariah avec le TGE Adonis

L'ABES est également associée au projet Medoanet (Mediterranean Open access network).

Couperin

L'ABES a rencontré le bureau professionnel de Couperin à Montpellier le 12 septembre pour un tour d'horizon des dossiers communs aux deux structures. Ont notamment été abordés : la définition d'une méthode de suivi régulier avec les négociateurs Couperin, la clarification de la méthode de négociation ISTEK entre l'ABES et Couperin, l'accès aux archives Elsevier. Il a été convenu de reconduire le principe de cette réunion annuelle.

ICCU (Istituto Centrale per il Catalogo Unico delle biblioteche italiane e per le informazioni bibliografiche)

Lors de la visite de la délégation de l'ABES à Rome en décembre 2012, la directrice de l'ICCU, Dr Rosa Caffo, a proposé d'établir un partenariat avec l'ABES pour le prêt entre bibliothèques, la normalisation catalographique et les projets européens. Une convention est en cours de rédaction.

ISSN

Le directeur de l'ABES a participé à l'Assemblée générale de l'ISSN du 26 avril 2012 à Paris avec le statut d'observateur.

Pour la refonte du circuit ISSN, voir le chapitre 2.11.

RERO

Le directeur de l'ABES a rencontré l'équipe RERO (Réseau des bibliothèques de Suisse occidentale) à Martigny en février 2012. Le chef du département Etudes et Projets de l'ABES a passé deux jours à Martigny en août pour un échange sur l'application IdRef, VIAF et l'exposition des données Sudoc et autres en RDF.

4.5. Autres instances

Le directeur de l'ABES est membre du Conseil global d'OCLC, du Conseil d'administration du CERL (Consortium of European research libraries), du Conseil scientifique de la Bibliothèque nationale universitaire de Strasbourg, de la Commission Bibliothèques numériques, du Comité de gestion de TEL (The European Library) et du Comité éditorial de la revue LIBER Quarterly. Il préside le groupe stratégique RDA en France.

Le chef du département Etudes et Projets est membre du conseil scientifique du TGE ADONIS et de Corpus IR. L'ABES fait partie du comité national IFLA chargé de préparer la candidature de Lyon à l'accueil du Congrès IFLA en 2014.

4.6. Formations dispensées par des agents de l'ABES (hors formations ABES)

- *Éléments de contexte : les études doctorales en France, le dispositif de signalement des thèses en France*, Isabelle Martin, Isabelle Mauger Perez, ENSSIB, formation continue.
- *Star, le dépôt des thèses soutenues sous forme électronique*, Marianne Giloux, ENSSIB, formation continue.
- *Retour sur le projet de portail des thèses ; Step, la valorisation des thèses en préparation ; theses.fr : le moteur de recherche des thèses de doctorat françaises ; manipulations pratiques*, Isabelle Mauger Perez, ENSSIB, formation continue.
- *Thèses électroniques : le projet national STAR à l'heure de la mise en œuvre*, Isabelle Martin, ENSSIB, formation continue.
- *L'ABES et ses réseaux : réalisations et projets*, Camille Dumont, ENSSIB, formation initiale des conservateurs.
- *Catalogage d'archives audiovisuelles dans Calames*, Jean-Marie Feurtet, Master Métiers des archives, des bibliothèques, de la documentation sonore et audiovisuelle, Aix-en-Provence.
- *Interventions sur les métadonnées et le web de données*, Yann Nicolas, ENSSIB, formation continue et Journée d'étude Mediadix.
- *La rétroconversion des fonds généraux et spécialisés*, Anne-Laurence Mennessier, ENSSIB, formation continue.

5.1. Conseil d'administration

Le Conseil d'administration s'est réuni à deux reprises en 2012. Il a abordé les principaux points suivants :

CA du 14 juin 2012 :

- Rapport d'activité pour l'année 2011
- Questions budgétaires (compte financier 2011 et décision budgétaire modificative n°1; création d'un SACD « Istex »)
- Déploiements 2012-2013 (catalogue Sudoc, applications Star et Calames)
- Critères de déploiement de bibliothèques étrangères dans le réseau Sudoc-PS
- Projets de conventions : convention ISTEX entre l'ABES et le CNRS ; convention entre le ministère de la Culture et de la communication et l'ABES pour l'organisation des accès des bibliothèques publiques aux licences nationales ; convention STEP et STAR ; convention avec le Cléo pour la fourniture de la bases « Autorités » du Sudoc
- Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière
- Création d'une commission consultative paritaire pour les agents contractuels

CA du 23 novembre 2012 :

- Débat sur les grands axes du contrat quinquennal MESR-ABES
- Questions budgétaires (décision budgétaire modificative 2012 n°2 et budget prévisionnel 2013)
- Nouveau modèle de facturation du Sudoc
- Licence d'utilisation des données ABES
- Lien vers un site commercial depuis Theses.fr
- Projet de convention avec l'association Contact
- Création d'un nouveau département à l'ABES
- Rapport de l'inspection hygiène et sécurité 2012

5.2. Conseil scientifique

Le conseil scientifique s'est réuni également à deux reprises en 2012. Il a abordé les principaux points suivants :

CS du 6 juin 2012 :

- Politique d'aide financière aux rétroconversions : quels axes scientifiques privilégier ?
- Périmètre du signalement dans le Sudoc (types de documents)
- Les évolutions technologiques du signalement liées aux traitements de masse et à l'indexation automatique.

CS du 14 novembre 2012 :

- Rapport de l'AERES
- Licence d'utilisation des données gérées par l'ABES
- Évolutions des métiers induites par les systèmes de gestion de nouvelle génération
- Point d'étape sur l'étude « signalement national des ressources électroniques » par M. Maurits van der Graaf, Pléiade Management and Consultancy.

5.3. Evaluation de l'ABES par l'Agence d'évaluation de l'enseignement supérieur et de la recherche (AERES)

L'ABES a accueilli les experts de l'AERES les 29 février et 1er mars. Le comité d'évaluation était composé de :

- Joseph LOSFELD, professeur des universités émérite, recteur émérite de l'Académie de Nancy-Metz, président du comité,
- Gilles BOUCHER, directeur général des services, Institut polytechnique de Toulouse,
- Geneviève LALLICH-BOIDIN, professeur des universités, Université Lyon 1,
- Claude de MOREAU DE GERBEHAYE, chef du département III des Archives générales du Royaume et Archives de l'Etat dans les provinces belges.

Jean-Pierre BOREL, délégué scientifique et Hélène BALMETTE, chargée de projet, représentaient l'ABES.

L'AERES a envoyé son rapport définitif en juillet 2012, consultable sur le site web de l'ABES¹. Les discussions avec le Pôle de financement et de contractualisation des établissements de formation et de recherche au MESR se sont engagées en novembre 2012.

5.4. Création d'un nouveau département

Par délibération du conseil d'administration du 23 novembre 2012, le pôle ADELE (Achat de documentation électronique), auparavant rattaché au département ses services aux réseaux (DSR) est devenu le cinquième département de l'ABES à compter du 1er janvier 2013. Ce changement de statut a été motivé par la croissance des effectifs induite par le projet ISTEK et la volonté de donner une meilleure visibilité à cette mission de l'Agence.

5.5. Locaux

Le SPSI (Schéma pluriannuel de stratégie immobilière) a été adopté en 2011 par le CA et ses orientations approuvées par le MESR et France Domaine.

Il envisage une relocalisation de l'ABES afin d'une part de regrouper les services en un seul bâtiment, et d'autre part de desserrer le coût locatif, au dessus des prix du marché actuel.

Plusieurs pistes ont été explorées dès 2011 mais n'ont pas abouti : rapprochement avec le PRES des universités montpelliéraines dans le cadre du Plan campus ; étude des disponibilités de locaux publics avec France Domaine.

En 2012, l'installation dans les nouveaux locaux de l'AMUE a été également étudiée mais n'a pu aboutir faute d'espace suffisant. L'ABES a alors engagé une étude sur une prise à bail dans des locaux construits ad hoc. A cette fin, un agent immobilier a été mandaté, celui-ci ayant permis de mettre en relation un investisseur, l'ABES et la SERM qui gère le foncier montpelliérain.

En décembre 2012, le terrain a été identifié et l'architecte a commencé à réaliser un avant-projet sommaire (APS), dans le respect des normes définies pour les opérateurs de l'État en termes de surfaces. La poursuite de l'étude consiste à présenter en 2013, au CA dans un 1^{er} temps, puis aux tutelles, un projet global, qui reprend les coûts engendrés par l'opération, tant en terme d'équipements que d'exploitation des locaux.

Parallèlement, un cabinet a été missionné afin de renégocier les baux avec le bailleur actuel de l'ABES. L'objectif est triple :

- Diminuer la charge locative au prix du marché.
- Aligner la durée des baux.
- Établir un nouveau bail précaire permettant de quitter les locaux en fonction de la réalisation du projet de construction.

¹ <http://www.abes.fr/Media/Fichiers/Footer/Projet-d-etablissement/Rapport-d-evaluation-de-l-ABES-par-l-AERES>

6.1. Effectifs

Si le nombre total d'agents est passé de 71 en 2011 à 72 fin 2012, du fait du recours à un contractuel sur rompus de temps partiels, l'effectif global des postes sur budget État reste inchangé avec 56 postes.

La répartition par catégories des personnels est stable avec la prédominance des agents de catégorie A (74%), les B et C ne représentant que 22% et 4% respectivement.

Les 18 contrats en cours représentent comme l'an dernier 25% du personnel de l'Agence. Ils se répartissent en 3 contrats sur budget d'État et 15 contrats sur le budget de l'établissement. Un CDI signé en cours d'année a permis de pérenniser l'emploi en catégorie A d'un agent éligible au dispositif mis en place par la loi du 12 mars 2012.

9 personnes ont quitté l'établissement en 2012 : 4 par fin de contrat, 1 par mutation, 1 par mise en congé de longue durée, 1 par départ en disponibilité, 2 par départ à la retraite.

10 recrutements ont eu lieu : 4 par voie de mutation, 5 sur des CDD allant jusqu'à 10 mois et 1 sur CDD ponctuel pour assurer quelques semaines de service en cours d'année.

5 agents ont bénéficié d'une promotion : 3 promotions de classe et 2 accès au corps supérieur.

A 4,2%, le taux d'absentéisme est analogue à celui constaté en 2011.

En parallèle avec la gestion traditionnelle des dossiers, l'informatisation de la gestion des ressources humaines est en cours avec l'application SyRHA (Système de gestion des Ressources Humaines de l'ABES) dont le marché a été notifié à l'automne 2011. La cellule RH a procédé à la saisie manuelle de l'historique des dossiers carrière des agents et de leurs affectations dans les services, réalisée à environ 50% à la fin de l'année tout en alimentant la base en données courantes.

6.2. Instances de dialogue social

L'ABES dispose des instances de dialogue social suivantes, prévues par les textes ou d'initiative locale :

- CTP (comité technique de proximité) qui s'est réuni trois fois en 2012
- CHSCT (comité hygiène, sécurité et conditions de travail), créé par arrêté ministériel du 10 septembre 2012
- CPL (commission paritaire locale) qui s'est réunie quatre fois
- CCP (commission consultative paritaire pour les agents contractuels), créée par délibération du CA du 14 juin 2012.

6.3. Formation continue

En 2012, 75 agents de l'ABES ont bénéficié de 6 jours de formation en moyenne. Le budget total de la formation continue s'est élevé à 28 000 € (y compris les frais d'inscription aux congrès) auxquels s'ajoutent 44 000 € de frais de mission.

L'accès aux concours et à la promotion professionnelle a constitué cette année encore un volet important de l'action de formation continue : 15 agents ont suivi les préparations aux concours et 42 heures d'accompagnement ont été organisées pour aider à la rédaction de rapport d'activité et préparer l'oral pour les admissibles. L'accent a également été mis sur les actions en hygiène et sécurité avec 36 agents formés.

Au-delà des stages, une part conséquente de la formation s'effectue à travers les échanges de pratiques entre professionnels. 16 agents de l'ABES ont ainsi participé cette année à diverses manifestations (congrès, journées d'études) afin d'actualiser leurs connaissances professionnelles. Notre participation à des congrès spécialisés dans le domaine des nouvelles technologies informatiques s'est accentuée en 2012 (W3C et Lucene Revolution). Les participants ont par la suite transmis à l'ensemble des agents les informations acquises lors des séances mensuelles de « Raconte-mois ».

Autre temps fort pour la formation continue, le voyage professionnel a permis en décembre 2012 à 40 agents d'entrer en contact avec leurs homologues italiens de l'ICCU (Istituto Centrale per il Catalogo Unico) et de découvrir la Bibliothèque Nationale, la Bibliothèque Vaticane ainsi que celle de l'École Française à Rome.

Les organismes de formation auxquels recourt le plus l'ABES sont le CFCB de Toulouse (avec lequel il conventionne) et le réseau inter-U montpelliérain. Les formations en interne représentent 35% du total des heures de formation.



Annexes

1 Nombre d'établissements membres des réseaux

	Établissements	Bibliothèques
Sudoc	150	1 409
Sudoc-PS (hors déployés)		1669
SUPEB		338
Calames	40	
Star	105	
Step	80	

2 Groupements de commandes de ressources électroniques

	Nombre d'établissements	Durée du marché	Montant 2012 du marché HT
CAIRN	80	2010-2012	1 313 766 €
CAS	36	2010-2012	1 754 088 €
Dalloz	60	2010-2012	498 697 €
Doctrinal	55	2011-2013	409 904 €
Ebsco	57	2010-2012	723 678 €
Elsevier	122	2011-2013	27 730 429 €
JSTOR	83	2012-2014	506 307 €
Lexis-Nexis			
Jurisclasser	63	2012-2014	718 717 €
LamyLine	55	2011-2013	414 365 €
Proquest	25	2011-2013	423 756 €
Springer (frais de livraison papier)			27 562 €
Total			34 521 270 €

3 Formation des établissements

- Formation en présentiel

Type de formation	Sudoc 10 ^e vague	Sudoc coordi-nateurs	Sudoc PS Resp.CR	Supeb	Formation initiale WinlBW par formateurs relais	Star 7 ^e cercle	Calames 5 ^e cercle	Calames formateurs relais	Total
Nombre d'agents formés	35	11	6	41	220	18	23	20	374
Nombre de journées de formation	13	5	2,5	10	91	3	4	4	132,5

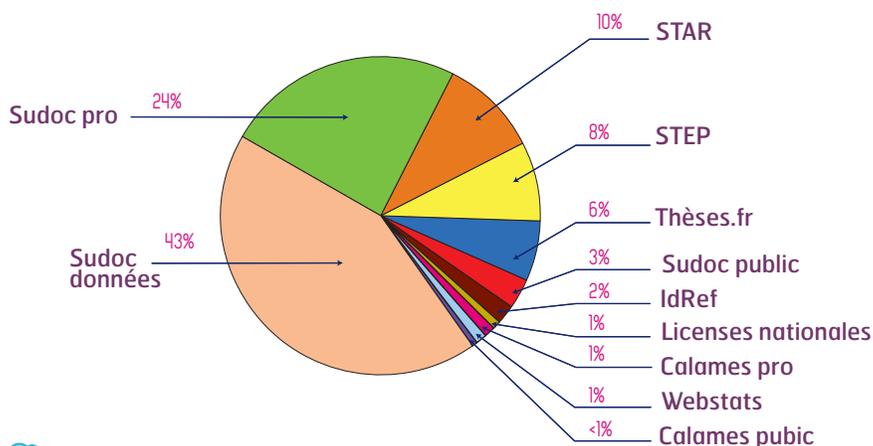
Annexes

3 Formation des établissements

- Formations à distance

Type de formation	Sudoc 10 ^e vague	Sudoc tous correspondants	Supeb	Step	Calames	Webstats	Coordinateurs thèses	Formation continue (J.e-cours)	Total
Nombre d'agents formés	47	187	26	86	0	0	0	365	711
Nombre d'heures de formation	8	6	1	12	0	0	0	8	35

4 Assistance aux utilisateurs (guichet ABESstp)



5 Prêt entre bibliothèques



Annexes

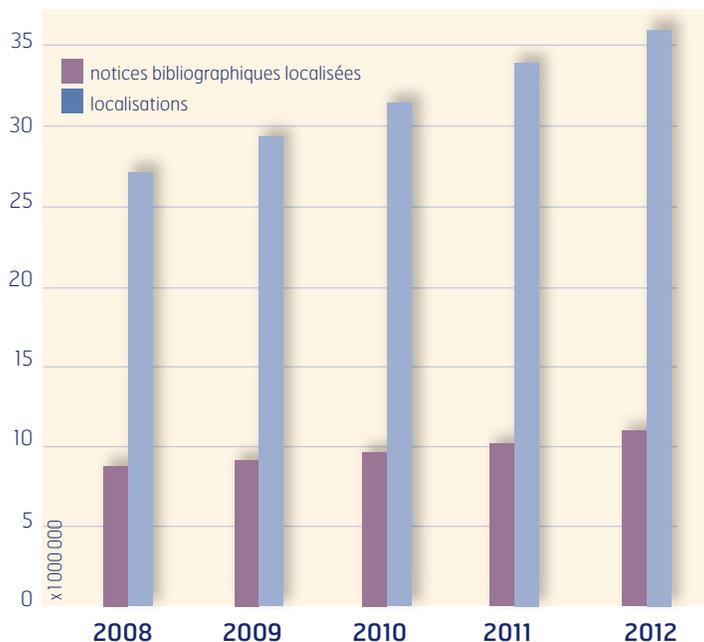
6 Sudoc

• Volumétrie du catalogue

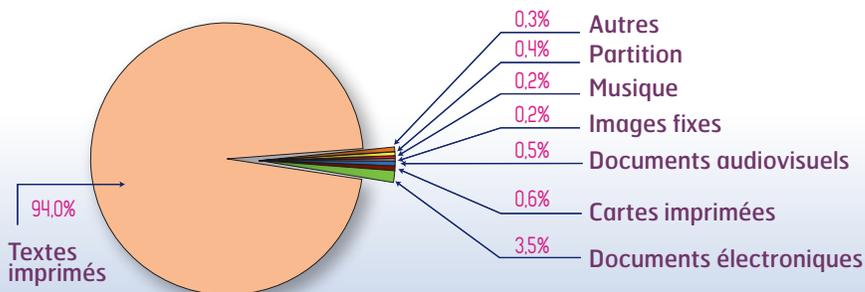
* 10 878 572 notices bibliographiques localisées (+5%)

* 36 031 713 premières localisations (+6,7%)

• Notices bibliographiques localisées et nombre de premières localisations



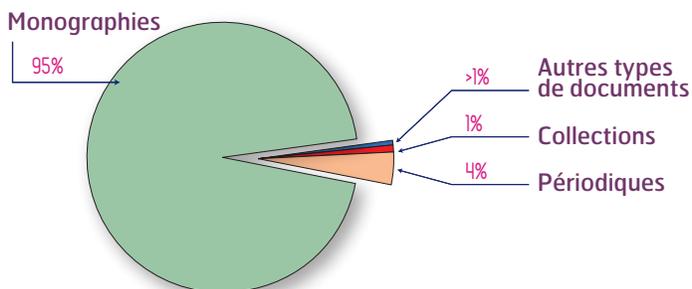
• Répartition des notices par support



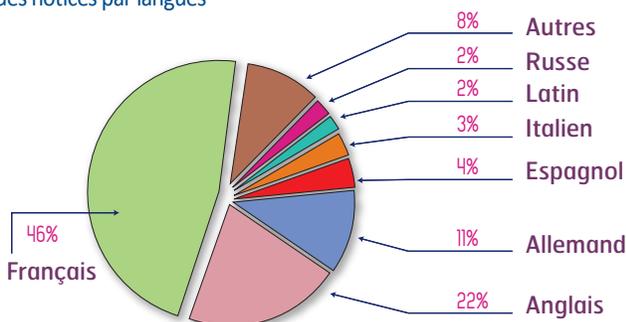
Annexes

6 Sudoc

• Répartition des notices par types de document



• Répartition des notices par langues



• Consultation du catalogue

* Par le web :

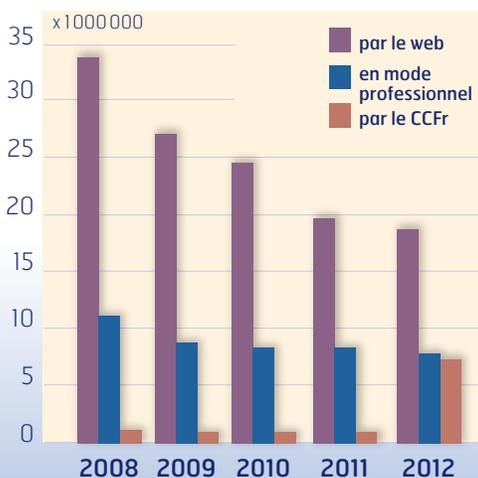
18 934 373 recherches (-4,7%)

* En mode professionnel :

8 153 998 recherches (-2,5%)

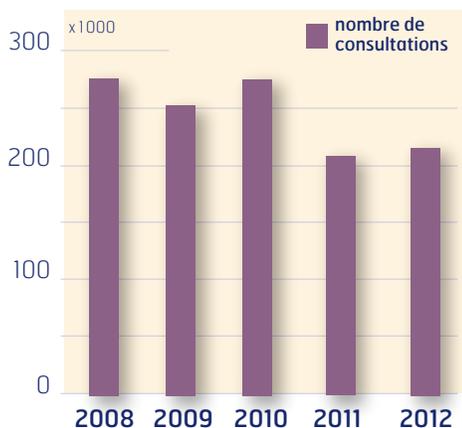
* Par le catalogue collectif de France (CCFr) :

795 088 recherches (+4,7%)



Annexes

• Par Google Scholar



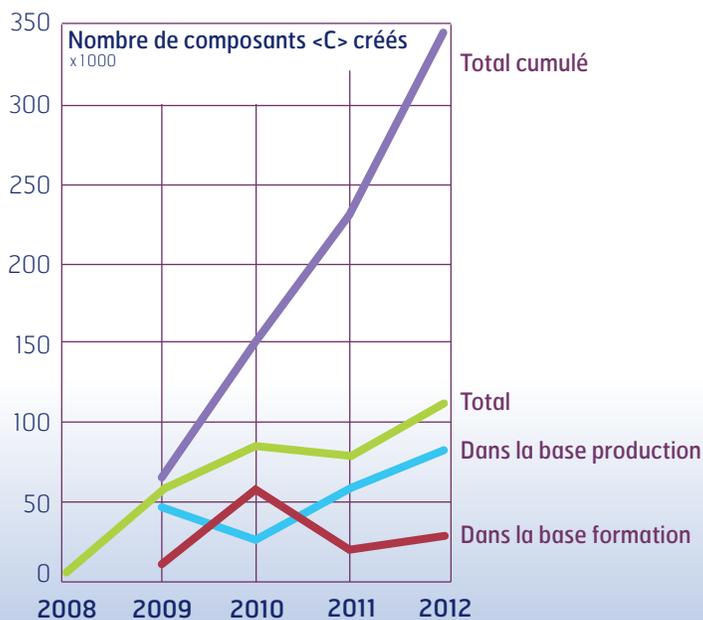
• Par Sudoc mobile

Nombre de connexions	42 846
Nombre de recherches	106 909

Nouveau

7 Calames

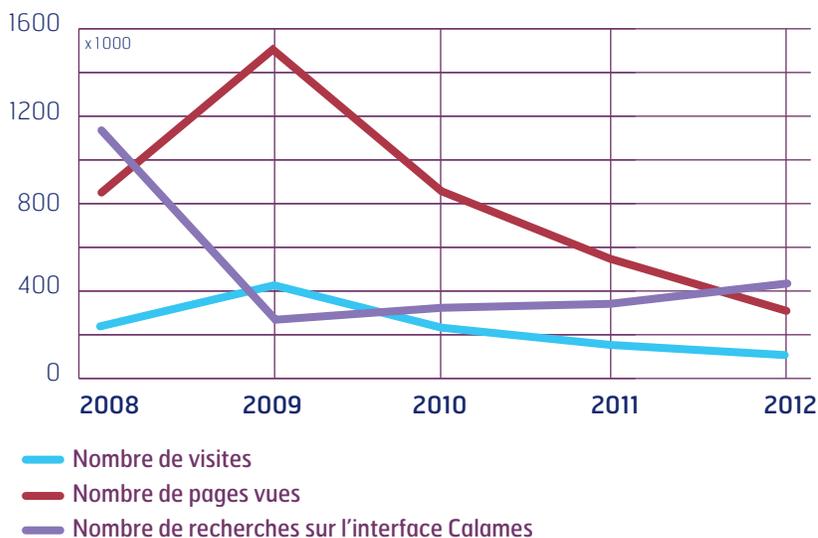
• Volumétrie du catalogue



Annexes

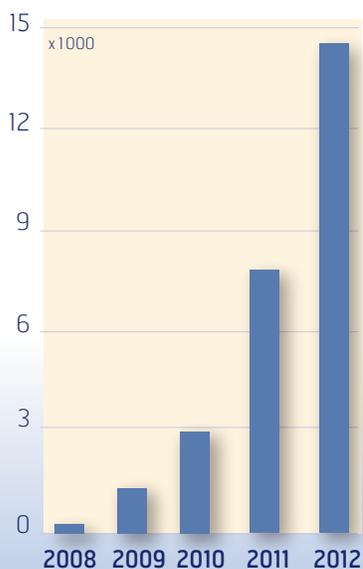
7 Calames

- Consultation du catalogue

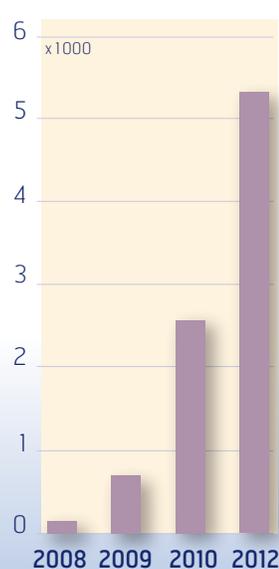


8 Star

- Nombre de thèses archivées au CINES



- Nombre de thèses diffusées sur la plateforme de diffusion de l'ABES



Annexes

9 Step

Nombre de sujets à l'ouverture de STEP	66 566
Nombre de sujets au 31 décembre 2011	67 324
Nombre de sujets au 31 déc 2012	68 889

10 Theses.fr

	2011 juillet-décembre	2012
Nombre de visites	309 600	1 647 126
Nombre de pages vues	1 429 884	5 767 552
Taux de rebond	53,93	61,48

11 IdRef

	Recherches	Notices vues	Notices liées (exploitées dans l'application source de la recherche)	Notices créées
Total 2011	187 442	169 330	78 994	9 497
Total 2012	319 736	298 218	129 332	15 723

12 Numes

- Nombre de notices et d'établissements producteurs



- Consultation



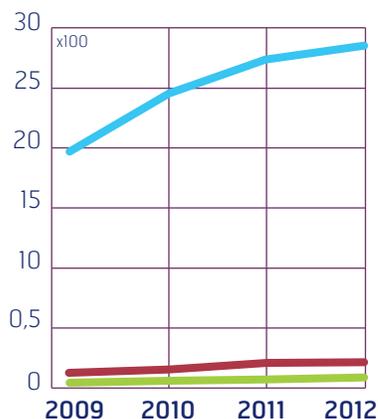
- Nombre cumulé de notices
- Nombre total d'établissements
- Nombre d'établissements BU
- Nombre d'établissements ADONIS

- Nombre de visites
- Nombre de pages vues

Annexes

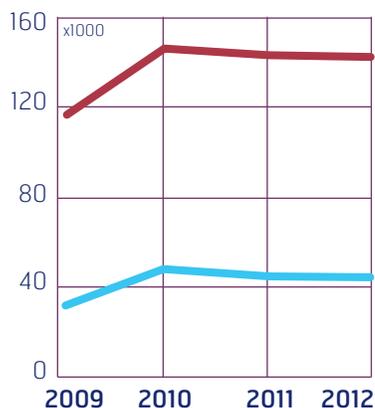
13 Signets des universités

• Nombre de signets et de producteurs



— Nombre de signets
 — Nombre de contributeurs
 — Nombre d'établissements

• Consultation



— Nombre de visites
 — Nombre de pages vues

14 Licences nationales

Nouveau

Ressources	Recherches	Pages vues
EEBO (avril 2012-décembre 2012)	15 380	24 244
Dictionnaires Garnier (avril 2012-décembre 2012)	68 700	95 000 (sections)
Archives Springer (janvier 2012-décembre 2012)		467 511 (articles en texte intégral accédés)
ECCO (juillet 2012-décembre 2012)	125 544	66 795

Annexes

15 Disponibilité des applications

	2010 %	2011 %	2012 %
Sudoc professionnel	97,0	97,5	99,3
Sudoc web	97,5	96,4	98,6
Calames	98,0	97,7	97,4
Star	99,0	98,4	98,9
Step	-	99,6	99,1
Theses.fr	-	98,5	96,9
IdRef	-	98,5	98,1
Site web	99,0	99,7	99,2

16 Ressources humaines

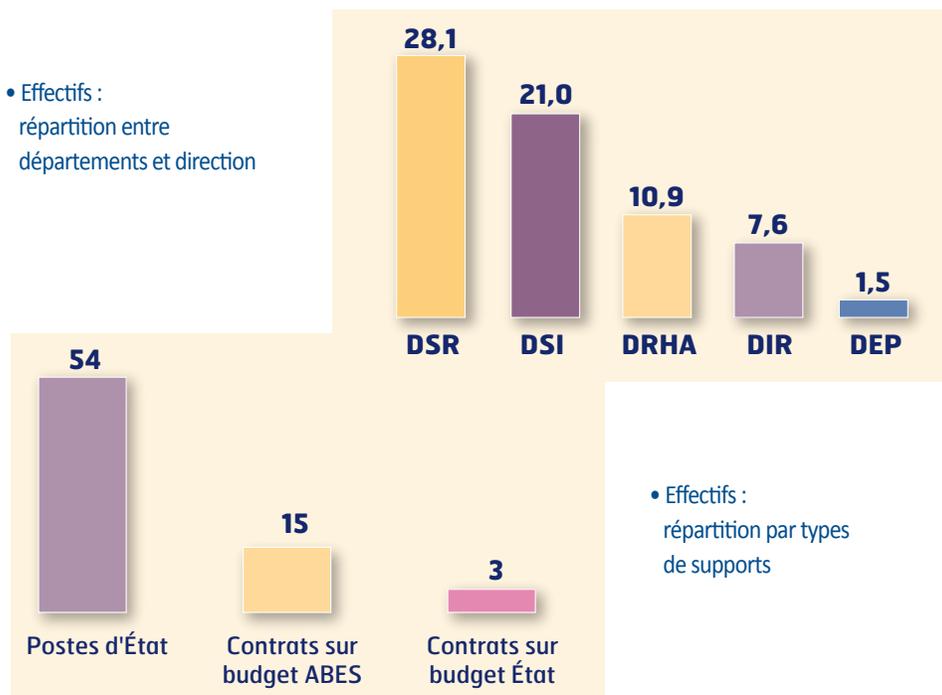
• Effectifs par corps au 31 décembre 2012

Catégorie	Type de poste	Nombre de postes d'État	Nombre d'agents	Quotité de temps de travail (ETP)		
				Titulaires ou stagiaires	Contractuels sur poste d'État	Contractuels sur ressources propres
A	Conservateur général	2	2	2		
	Conservateur	17	17,5	16,2		
	Bibliothécaire	2	4	2		2
	Ingénieur de recherche	8	8	7,8		
	Ingénieur d'études	11	17,5	9,2	2	5,8
	Assistant ingénieur	2	3	2		1
	Attaché d'administration	1	1	1		
B	Bibliothécaire assistant spécialisé	7	10	6,8		3
	Technicien	1	1	1		
C	Secrétaire d'administration	2	5	1,6		2,7
	Adjoint de recherche ATRF	2	2	1	1	
	Agent administratif	1	1	1		
				51,6	3	14,5
Totaux		56	72	69,1		

Annexes

16 Ressources humaines

- Effectifs :
répartition entre
départements et direction



- Formation continue des personnels

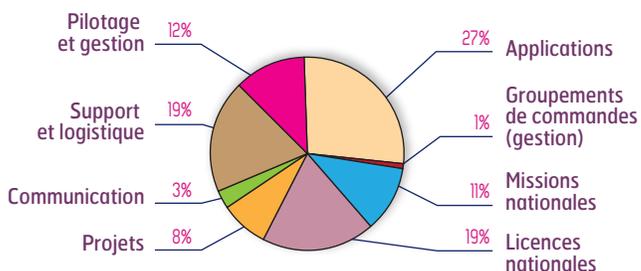
	AENES				Personnels de bibliothèques				ITRF				Total ABES
	A	B	C	total	A	B	C	total	A	B	C	total	
Effectif sur l'année 2012	2	5	4	11	24	12	0	36	31	1	2	34	81
Nombre d'agents formés	2	5	2	9	24	11	0	35	29	0	2	31	75
Nombre de jours de formation	16	42	6	64	164,5	67	0	231,5	137,5	0	16,5	154	449,5
Moyenne de jours de formation par agent	8	8,5	1,5	6	7	5,5	0	6,5	4,5	0	8	4,5	5,5

Annexes

17 Compte financier 2012

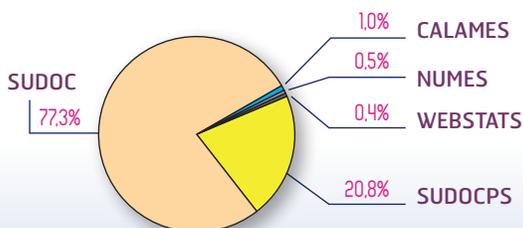
- Dépenses par fonctions analytiques (hors SACD)

Fonctions	
Applications	1 046 606 €
Groupements de commandes (gestion)	53 548 €
Missions nationales	440 097 €
Licences nationales	723 796 €
Projets	323 633 €
Communication	93 259 €
Support et logistique	719 135 €
Pilotage, gestion	460 241 €
TOTAL	3 860 315 €



- Dépenses par applications

Applications	
SUDOC	808 900 €
CALAMES	10 350 €
NUMES	5 695 €
WEBSTAT	4 453 €
SUDOC-PS	217 208 €
TOTAL	1 046 606 €

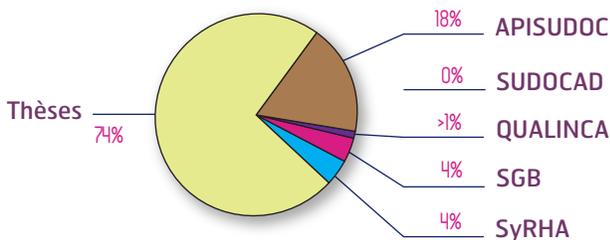


Annexes

17 Compte financier 2012

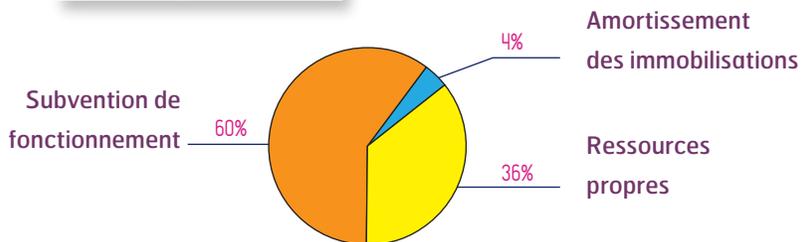
• Dépenses par projets

PROJETS	
Thèses	237 747 €
Apisudoc	58 757 €
SUDOCAD	0 €
QUALINCA	322 €
SGB	13 607 €
SyRHA	13 200 €
TOTAL	323 633 €



• Recettes (hors SACD)

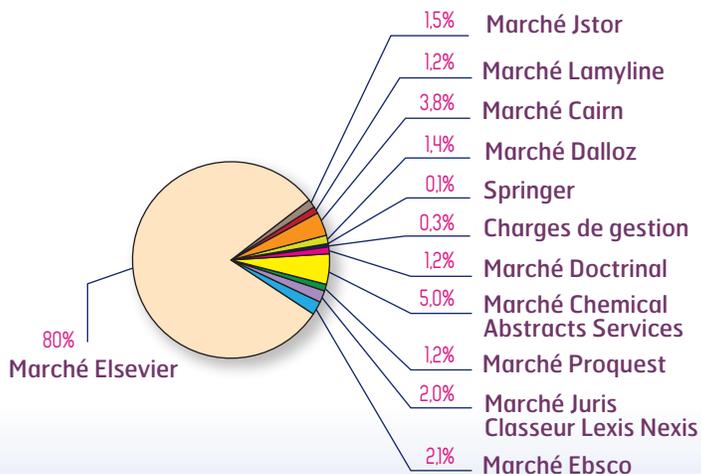
Ressources propres	1 247 525 €
Subvention de fonctionnement	2 124 580 €
Amortissement des immobilisations	140 077 €
TOTAL	3 512 182 €



Annexes

• Dépenses SACD

Marchés	
Marché Doctrinal	409 904 €
Marché Chemical Abstracts Services	1 754 088 €
Marché Proquest	423 756 €
Marché Juris Classeur Lexis Nexis	718 717 €
Marché Ebsco	723 678 €
Marché Elsevier	27 730 429 €
Marché Jstor	506 307 €
Marché Lamyline	414 365 €
Marché Cairn	1 313 766 €
Marché Dalloz	498 697 €
Springer (frais de livraison papier)	27 562 €
Charges de gestion	98 329 €
TOTAL	34 619 599 €

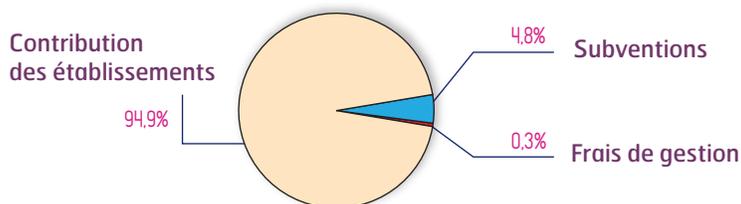


Annexes

17 Compte financier 2012

• Recettes SACD

Contribution des établissements	32 854 593 €
Subventions	1 666 677 €
Frais de gestion	98 329 €
TOTAL	34 619 599 €



18 Le conseil d'administration au 31 décembre 2012

Membres de droit :

- Mme Simone BONNAFOUS, Directrice générale de l'Enseignement Supérieur et de l'Insertion Professionnelle, représentée par M. Michel Marian, chef de la Mission de l'information scientifique et technique et du réseau documentaire
- M. Roger GENET, Directeur général de la Recherche et de l'Innovation, représenté par M. Michel Marian, chef de la Mission de l'information scientifique et technique et du réseau documentaire
- M. Nicolas GEORGES, Directeur adjoint chargé du livre et de la lecture, représenté par M. Fabien Plazannet, service du livre et de la lecture
- M. Bruno RACINE, Président de la Bibliothèque Nationale de France, représenté par Mme Catherine Dhérent, adjointe scientifique et technique du directeur des services et des réseaux à la BnF

Personnalités nommées par le Ministre de l'Éducation Nationale :

- M. Jean-Pierre FINANCE, Président du Conseil d'administration de l'ABES
- Mme Marie-Christine LEMARDELEY, Présidente de l'université Paris 3
- Mme Anne FRAISSE, Présidente de l'université Montpellier 3
- M. Grégory COLCANAP, Directeur du SCD de l'Université d'Évry-Val d'Essonne
- Mme Dominique WOLF, Directrice du SCD de l'Université de Strasbourg

Représentants des personnels de l'ABES :

- Mme Françoise BERTHOMIER, conservatrice, représentante des conservateurs et des conservateurs généraux
- Mme Géraldine LAMBERT, bibliothécaire, représentante des personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service
- M. Frédéric POUILLOUX, ingénieur d'études, représentant des personnels ingénieurs

Annexes

Le conseil scientifique au 31 décembre 2012

3 membres issus d'institutions partenaires de l'ABES :

- M. Gildas Illien, BnF
- M. Stéphane Pouyllau, TGE Adonis
- Mme Christine Weil-Miko, INIST-CNRS

2 professionnels étrangers travaillant dans les secteurs d'activité de l'ABES :

- Mme Marylène Micheloud, Directrice de RERO, Réseau des bibliothèques de Suisse occidentale
- Mme Deborah Shorley, Directrice de la bibliothèque d'Imperial College (Londres)

4 chercheurs compétents dans les domaines d'activité de l'ABES :

- M. Michel Chein, LIRMM, Université de Montpellier 2, LIRMM
- M. Jean-Marie Pinon, INSA de Lyon
- M. Laurent Romary, Directeur de recherche à l'INRIA, Président du conseil scientifique
- M. Philippe Vendrix, Directeur du Centre d'Études Supérieures de la Renaissance, Université de Tours

4 professionnels de la documentation exerçant en BU :

- Mme Monique Joly, Directrice de Doc'INSA Lyon
- M. Jérôme Kalfon, Directeur du SCD, Université Paris Descartes
- M. Christophe Péralès, Directeur de SCD, Université Versailles Saint Quentin en Yvelines
- M. Yann Sordet, Directeur de la Bibliothèque Mazarine

1 professionnel de la documentation exerçant dans un EPST

- M. Jacques Millet, INRIA

1 professionnel de la documentation exerçant dans d'autres établissements

- Mme Emmanuelle Bermès, Centre Pompidou

2 membres élus par et parmi les personnels de l'ABES :

- M. Philippe Le Pape, conservateur
- M. Pierre Maraval, ingénieur d'études



abes ●

agence bibliographique de l'enseignement supérieur

227 avenue du Professeur Jean Louis Viala - CS 84308

34193 Montpellier CEDEX 5

Tél 33(0)4 67 54 84 10 - Fax 33(0)4 67 54 84 14

www.abes.fr

